

UN NOUVEAU CADRE
POUR FINANCER L'INNOVATION

Cap sur les fonds de placement collectif à capital risque

En lançant officiellement le cadre réglementaire dédié aux Fonds de placement collectif à capital risque (FPCCR), la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) amorce un tournant structurant dans l'histoire du financement de l'économie algérienne. Cette initiative est saluée comme un levier de taille pour l'émergence des startups. P 3



FEUX DE FORET DURANT L'ÉTÉ

**Mobilisation
exceptionnelle de la
Protection civile**

Avec les risques d'incendies de forêts et de cultures qui s'intensifient, la Direction générale de la Protection civile a déployé des efforts sans précédent cette année. L'objectif est clair : assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens tout au long de l'été. Dès février, une stratégie nationale a été mise sur pied, combinant des ressources humaines et matérielles importantes, des technologies avancées, et une collaboration renforcée entre toutes les entités concernées.

P 3

TRANSPORT MARITIME
DE PASSAGERS

**Des opérateurs
privés "bientôt"
agréés**

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, a annoncé, avant-hier à Tipasa, que des opérateurs économiques privés allaient "bientôt" obtenir des agréments pour se lancer dans le domaine du transport maritime de passagers.

P 4

CRÉATION D'UN
MÉCANISME DE
COOPÉRATION

**La Banque
d'Algérie et le
ministère de la
Justice liés par un
protocole**

Un protocole de coopération a été signé, à Alger, entre le ministère de la Justice et la commission bancaire de la Banque d'Algérie (BA) pour la création d'un mécanisme de coopération entre les deux parties facilitant l'accès et l'échange d'informations, indique un communiqué du ministère.

P 5

INDUSTRIE AUTOMOBILE

**Le ministère
déterminé à accélérer la
cadence des projets** P 16

EXPO 2025 OSAKA

**Le Premier
Ministre à Tokyo** P 2

PÉTROLE

**Le Brent
dépasse les 70,41 \$
le baril** P 16

SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION À GENÈVE

Sid Ali Zerrouki échange avec nombre de ses homologues

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a échangé avec ses homologues d'Afrique du Sud, du Zimbabwe et de Malaisie, en marge des travaux du Sommet mondial sur la société de l'information, à Genève. Ces rencontres ont permis aux ministres susmentionnés d'examiner de la coopération bilatérale dans le domaine des télécommunications et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que les moyens de les développer davantage.

TLEMCCEN ET ORAN Saisie de 2472 unités de boissons alcoolisées

Les brigades mobiles des douanes de Tlemcen et d'Oran ont mené deux opérations distinctes qui ont abouti à la saisie de 2472 unités de boissons alcoolisées de divers types et volumes, ainsi que de deux véhicules de tourisme. Selon les services des douanes, qui ont communiqué l'information ce mercredi, trois individus ont été interpellés et déferés devant les autorités judiciaires compétentes. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de l'activité de terrain régulière des brigades douanières mobiles, visant à lutter contre toutes les formes de contrebande et à contribuer à la protection de la santé et de la sécurité des citoyens, précise la même source.

PRÉSIDENTENCE

Le président de la République nomme M^{me} Leïla Aslaoui présidente de la Cour constitutionnelle

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, mardi, Mme Leïla Aslaoui présidente de la Cour constitutionnelle, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Conformément aux dispositions de l'article 91, alinéa 07, de l'article 92, alinéa 01, et des articles 186 et 188 de la Constitution, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, ce jour, Mme Leïla Aslaoui présidente de la Cour

constitutionnelle", lit-on dans le communiqué Leïla Aslaoui a fait une longue carrière dans la magistrature. Elle a siégé dans le gouvernement de Ghozali en qualité de ministre de la Jeunesse et des Sports de juin 1991 à février 1992. Elle a rejoint le

gouvernement Mokdad Sifi en 1994 en tant que Secrétaire d'Etat chargée de la Solidarité nationale et de la famille. Elle a rempli deux mandats de sénatrice dans le tiers présidentiel avant d'être nommée membre de la Cour constitutionnelle en 2021.

COMMISSION DE SÉCURITÉ ALGÉRO-MAURITANIENNE Début des travaux de la 2e session

Les travaux de la deuxième session de la réunion de la Commission de sécurité algéro-mauritanienne ont débuté mercredi à Alger sous la coprésidence des secrétaires généraux (SG) des ministères de l'Intérieur des deux pays. Cette session de deux jours s'inscrit "dans le cadre de la concertation et du

débat sur les moyens à même de renforcer la coordination sécuritaire et opérationnelle entre les deux pays frères, au vu d'un contexte régional marqué par des changements géostratégiques effrénés, une situation sécuritaire instable et des ingérences étrangères multiples". La réunion se tient également dans un

contexte d'enjeux et de défis importants, d'où l'impératif d'intensifier les efforts et la coordination sécuritaire pour y faire face, outre le développement des zones frontalières". Pour rappel, la première de session de la réunion de cette commission s'était tenue en 2023 à Nouakchott en Mauritanie.

58E SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES DES AFFAIRES Recourir ouvertement à l'usage de la force inquiète l'Algérie

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a participé, ce mercredi à Kuala Lumpur, à la cérémonie d'ouverture de la 58e session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui a vu l'adhésion de l'Algérie au Traité d'amitié et de coopération de cette Organisation régionale. Dans son intervention à l'occasion,

le chef de la diplomatie algérienne, a assuré que l'une des « motivations de l'Algérie pour adhérer au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est est la fierté de partager avec tous les Etats membres de cette organisation, l'engagement ferme de l'Algérie aux principes du TAC, d'autant plus qu'il s'agit des mêmes principes consacrés par la Charte des Nations Unies». Il s'agit selon M. Attaf de principes, fondés sur le respect du droit international, qui constituent les piliers de la poli-

tique étrangère de l'Algérie. « Je suis convaincu que nous sommes tous d'accord pour dire que notre monde a grand besoin d'un engagement renouvelé en faveur de ces principes notamment à la lumière des évolutions et des tendances très inquiétantes qui se dessinent devant nous jour après jour », a encore déclaré le ministre des Affaire étrangères. Pour lui, parmi ces tendances, la plus inquiétante est la tendance croissante à recourir ouvertement à l'usage de la force au mépris de

toutes les règles établies » « Ce qui est encore plus préoccupant, c'est la tendance croissante à violer délibérément le droit international. Y compris les principes fondamentaux de la Charte des Nations unies. Le plus inquiétant est la marginalisation progressive des Nations unies. L'affaiblissement de l'ensemble du système des Nations unies. Et la transformation du Conseil de sécurité lui-même en un organe impuissant et presque paralysé », a déploré Ahmed Attaf.

DAR EL BEIDA

Une dangereuse bande de quartier démantelée

Les services de sécurité de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade de police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida, ont pu interpellé quatre dangereux

suspects, dont des personnes ayant des antécédents judiciaires, qui s'activaient au sein d'un gang de quartier qui semait la terreur parmi les habitants de Dar El Beida, avec la saisie de divers types d'armes

blanches et de substances psychotropes. C'est ce qu'annonce ce mardi la DGSN dans un communiqué accompagné d'une vidéo.

DJANET

Sept nouvelles stations pour la couverture des zones enclavées

La wilaya de Djanet s'est vue accorder un projet d'installation de sept (7) nouvelles stations pour assurer la couverture des zones enclavées par le réseau de téléphonie mobile, a-t-on appris mercredi de la direction locales du secteur des télécommunications. Les sites devant accueillir ces stations ont

été retenus au niveau des localités de Tasset, Iherir, Dider, Bordj El-Haouès, Issendilène, Tini et Ariken, à l'effet de prendre en charge les préoccupations de la population locale et se mettre au diapason du plan d'amélioration des télécommunications numériques à travers le territoire de la wilaya, a affirmé le Direc-

teur de wilaya du secteur, Madani Mouhoubi. La réalisation du projet a été confiée à l'opérateur téléphonique Optimum Télécom Algérie (OTA-Djezzy), pour une enveloppe de plus de 387 millions DA, portant sur un programme d'installation de quatorze (14) stations réparties entre les wilayas d'Ilizi et de

Djanet, a indiqué le même responsable. L'opération de raccordement au réseau national s'inscrit dans le cadre du programme "Service universel de communications électroniques", tendant à assurer la couverture des zones à faible densité de population via un réseau public de télécommunications mobiles.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

UN NOUVEAU CADRE POUR FINANCER L'INNOVATION

Cap sur les fonds de placement collectif à capital risque

En lançant officiellement le cadre réglementaire dédié aux Fonds de placement collectif à capital risque (FPCCR), la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) amorce un tournant structurant dans l'histoire du financement de l'économie algérienne. Cette initiative est saluée comme un levier de taille pour l'émergence des startups, la croissance des PME et le développement d'un marché financier plus dynamique, transparent et attractif.

Par Mourad A.

Ce nouveau dispositif juridique, entré en vigueur en juin 2025, permet désormais la création de fonds de placement collectif à capital risque. Ces fonds, gérés par des sociétés d'investissement agréées, auront pour mission d'injecter des capitaux dans des entreprises à fort potentiel de croissance, en particulier des startups, PME et projets innovants avec un horizon de sortie de 5 à 10 ans. « Ce mécanisme est conçu pour répondre à un besoin crucial : celui du financement non bancaire des entreprises qui n'ont ni garanties ni historique financier », a souligné Youssef Bouznada, président de la COSOB à la télévision algérienne. Contrairement aux prêts bancaires classiques, ces fonds entrent directement dans le capital des sociétés financées, les accompagnent techniquement et stratégiquement, puis cèdent leurs parts une fois la maturité atteinte, souvent via la cotation en Bourse. Cette approche offre une double opportunité pour stimuler à la fois la croissance économique et l'activité boursière.

Le choix de ce modèle n'est pas fortuit. Le président de la COSOB rappelle que le capital-risque a représenté en 2024 près de 368 milliards de dinars, répartis sur 35 000 opérations de financement à travers le monde. « Ce sont des volumes colossaux qui montrent que cette forme de financement est devenue un pilier essentiel des économies modernes », a-t-il expliqué. Ce potentiel justifie pleinement son intégration dans le paysage financier algérien, d'autant plus que le tissu des startups est en plein essor, mais souffre encore d'un déficit d'accès au financement. Pour garantir la confiance des investisseurs, la COSOB a mis en place un ensemble de mesures protectrices pour ces fonds. Parmi celles-ci figurent l'exigence d'un capital minimum pour chaque fonds de placement collectif en capital-risque (FPCCR), l'obligation de désigner un dépositaire et un évaluateur externe, un suivi rigoureux des ratios prudentiels, ainsi que la publication semestrielle et annuelle des états financiers. « L'objectif est de rassurer les épargnants comme les entreprises bénéficiaires. L'ensemble du système est contrôlé et piloté par la COSOB

», a assuré Youssef Bouznada. Désormais, les investisseurs potentiels, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou publiques, de banques ou de compagnies d'assurance, peuvent mobiliser leurs excédents de trésorerie au sein d'une structure régulée, avec l'espoir d'un rendement à moyen terme et d'un impact économique concret.

Ce nouveau cadre réglementaire n'est qu'une pièce d'un vaste puzzle de réformes initié par la COSOB depuis 2023. L'objectif est de moderniser en profondeur le marché financier algérien. Parmi les transformations déjà concrétisées, on compte la réforme du règlement général de la Bourse des valeurs mobilières, l'instauration d'un fonds de garantie pour les opérations boursières, la réglementation du financement participatif, l'établissement d'un nouveau dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent, et l'adoption du vote à distance pour les actionnaires des sociétés cotées. « L'objectif est de construire un marché financier crédible, fluide et aligné sur les standards internationaux. La transparence, la gouvernance et la diversité des outils de

financement sont les piliers de cette stratégie », a affirmé son président. Parallèlement, la COSOB a lancé une réforme du dispositif d'information financière applicable aux sociétés cotées. Désormais, les entreprises seront tenues de communiquer chaque trimestre un rapport synthétique d'activité, en plus des bilans semestriels et annuels. « L'information financière n'est pas un luxe, c'est un droit pour les investisseurs. Plus une entreprise est transparente, plus elle attire la confiance », a insisté Youssef Bouznada. Cette évolution vise à renforcer la culture boursière, attirer les investisseurs étrangers et crédibiliser davantage la place d'Alger, encore timide en termes de volume et de liquidité. À travers ces réformes, la COSOB entend ouvrir des voies de financement alternatives, renforcer la diversification économique voulue par les autorités et encourager l'entrepreneuriat. Le président de la République, a rappelé Youssef Bouznada, « accorde une importance capitale au développement des startups et de la micro-entreprise », considérées comme moteurs du renouvellement du tissu productif.

FEUX DE FORET DURANT L'ÉTÉ

Mobilisation exceptionnelle de la Protection civile

Par Sirine R

Avec les risques d'incendies de forêts et de cultures qui s'intensifient, la Direction générale de la Protection civile a déployé des efforts sans précédent cette année. L'objectif est clair : assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens tout au long de l'été. Dès février, une stratégie nationale a été mise sur pied, combinant des ressources humaines et matérielles importantes, des technologies avancées, et une collaboration renforcée entre toutes les entités concernées. La période critique allant de mai à fin octobre nécessite, selon le commandant Nassim Bernaoui, sous-directeur de l'information et des statistiques à la Protection civile, « un engagement constant, structuré et prévoyant ». Dès février, des réunions hebdomadaires avec les autorités locales et centrales ont permis de dresser une cartographie précise des risques, fondée sur les données des années précédentes et des prévisions météorologiques. « Nous avons travaillé à partir de cartes opérationnelles et de cartes des risques pour organiser nos

moyens de manière ciblée », a expliqué le commandant sur le plateau de la télévision publique. Le dispositif repose sur la mobilisation de plus de 19 000 agents qualifiés répartis sur 500 unités d'intervention, ainsi que sur 65 colonnes mobiles, dont certaines ont été redéployées dans des wilayas à forte densité forestière, comme Blida, Tizi Ouzou, Bouira ou Béjaïa. En parallèle, le nombre de postes avancés de renfort a été porté à six, contre cinq l'année précédente, avec des implantations stratégiques notamment à Kherrata, Chlef ou Sidi Bel Abbès. « Il s'agit de renforcer la capacité d'intervention initiale, car le facteur temps est déterminant dans la maîtrise des incendies », a souligné Nassim Bernaoui. La lutte contre les feux ne se limite pas au sol. La Protection civile s'est également dotée d'un important arsenal aérien : des avions bombardiers d'eau de type AT-802 et BE-200, des hélicoptères Mi-26 à grande capacité (jusqu'à 15 000 litres), et des drones de surveillance permettent une détection rapide des foyers et une transmission instantanée des images aux centres

de commandement. À ce titre, un centre de coordination aérienne a été mis en place pour assurer la synergie entre les aéronefs de la Protection civile, ceux affrétés par le ministère de l'Intérieur et ceux mis à disposition par l'Armée nationale populaire. « La transmission de l'information en temps réel est essentielle pour une prise de décision rapide et efficace », a insisté le commandant Bernaoui.

Protéger les récoltes, un impératif national

Face à l'augmentation des surfaces cultivées et à l'enjeu stratégique de la sécurité alimentaire, la Protection civile s'implique aussi activement dans la protection des récoltes agricoles. Des équipes mobiles, équipées de citernes, motopompes et extincteurs, sont déployées en soutien direct aux agriculteurs pendant la moisson, en collaboration avec les chambres agricoles et les directions de wilayas de l'agriculture. « Le danger s'est accru avec l'extension des surfaces cultivées, il fallait adapter nos dispositifs pour protéger les exploitations, en particulier les plus productives », a précisé

Nassim Bernaoui. Pas moins de 50 exercices nationaux, régionaux et locaux ont été organisés pour préparer les unités aux pires scénarios. Des manœuvres ont été réalisées dans des zones forestières escarpées, comme à Skikda et Jijel, afin de tester la coordination entre les différents intervenants, dans des conditions proches de la réalité. L'un de ces exercices, devenu presque prophétique, a vu ses moyens mobilisés immédiatement après sa clôture pour intervenir sur un incendie réel survenu au même endroit. « Ce fut une preuve concrète de l'utilité de notre préparation », a commenté fièrement le commandant. Au-delà des moyens opérationnels, la stratégie repose sur la responsabilisation du citoyen. Des campagnes de sensibilisation sont menées dans toutes les wilayas pour encourager le respect des règles de prévention, en particulier dans les zones forestières et agricoles. « Le citoyen est un acteur central de la prévention. Plus il respecte les consignes, moins le risque est grand, et moins la pression est forte sur les unités d'intervention », a-t-il souligné. Enfin, l'efficacité du dispositif

repose sur une coordination exemplaire entre la Protection civile, les forêts, les forces de sécurité, la météorologie et la société civile. Des plateformes numériques partagées permettent une réception instantanée des bulletins météorologiques spéciaux, qui déclenchent automatiquement des mesures d'alerte et de mobilisation. Des conventions de coopération sont également en cours avec des pays voisins comme la Tunisie et l'Italie, dans le cadre d'échanges de formation, de simulation et de mutualisation des expertises. Alors que l'Algérie entre dans le pic de la saison estivale, la vigilance reste de mise. Grâce à cette mobilisation anticipée, multisectorielle et technologique, la Protection civile espère limiter les dégâts causés par les incendies et autres risques saisonniers. Un défi que l'institution compte relever avec rigueur et détermination, tout en appelant chaque citoyen à être un maillon actif de la chaîne de prévention. « La sécurité est l'affaire de tous. Nos moyens sont importants, mais sans la vigilance du citoyen, ils ne suffisent pas », a conclu le commandant Nassim Bernaoui.

ELECTRICITÉ

Nouveau pic record de consommation pour le deuxième jour consécutif

La consommation nationale d'énergie électrique a enregistré, mardi, un nouveau pic record atteignant 19.660 mégawatts, et ce, pour le deuxième jour consécutif, a indiqué un communiqué du groupe Sonelgaz. "La persistance de la hausse des températures accompagnée de niveaux élevés d'humidité dans plusieurs wilayas du pays a conduit à un nouveau pic record de la demande en énergie électrique, qui a atteint 19.660 mégawatts ce mardi à 15h41, soit une augmentation de 80 mégawatts par rapport à la veille", a précisé la même source. Face à ces niveaux exceptionnels de demande, Sonelgaz "continue d'assurer une réponse qualitative à la demande locale, tout en maintenant les opérations d'exportation d'électricité vers la Tunisie", a conclu le communiqué.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Distinction des lauréats de la première édition du concours national sur l'innovation

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Yacine El Mahdi Oualid, a présidé à Alger, en compagnie du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, la cérémonie de distinction des lauréats de la première édition du concours national sur l'innovation dans le secteur de la formation professionnelle. Dans son allocution, M. El Mahdi Oualid a souligné que ce concours vise à "découvrir les talents et les idées novatrices parmi les stagiaires des différents établissements de formation professionnelle", tout en "mettant en exergue la qualité des services du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels". Cette initiative a prouvé que le secteur regorge de stagiaires porteurs d'idées innovantes, ce qui requiert "un accompagnement pour leur permettre de concrétiser leurs projets sur le terrain, en coordination avec le secteur de

l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises", a-t-il ajouté. Pour sa part, M. Ouadah a souligné que cette édition a vu la participation de plus de 350 stagiaires porteurs de projets innovants, issus du secteur de la formation professionnelle, ce qui reflète "le grand intérêt que cette catégorie accorde à ce type de concours". La finale du concours "a été marquée par la présentation de 27 prototypes de projets innovants couvrant plusieurs domaines, réalisés avec un grand professionnalisme par les participants", a-t-il soutenu. Après avoir insisté sur l'importance d'accompagner ces projets pour qu'ils se transforment en start-up ou micro-entreprises, tout en rappelant les efforts visant à motiver les jeunes à concrétiser leurs idées en projets, M. Ouadah a mis en exergue la nécessité de faire connaître toutes les possibilités offertes par l'Etat pour encourager ces porteurs de projets à créer leurs propres entreprises.(APS)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,73	-0,47	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 449,00	NC	0,00	1,39	2,57	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	0,00	3,85	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,32	12,10	5,43	1517	3 489 100,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,41	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-2,30	2,03	-	0	0,00

TRANSPORT MARITIME DE PASSAGERS

Des opérateurs privés «bientôt» agréés

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, a annoncé, avant-hier à Timpasa, que des opérateurs économiques privés allaient "bientôt" obtenir des agréments pour se lancer dans le domaine du transport maritime de passagers. Lors d'une cérémonie de sortie de la 50e promotion d'officiers de la marine marchande à l'Ecole nationale supérieure maritime (ENSM) de Bou-Ismaïl, le ministre a indiqué que des agréments seraient "bientôt" accordés à des opérateurs économiques privés pour leur permettre d'intégrer le domaine du transport maritime de voyageurs afin de soutenir ce secteur. A cet égard, M. Sayoud a souligné que plusieurs navires, actuellement en maintenance, seraient mis en service, à l'instar du navire "Tarik Ibn

Ziyad", à la fin du mois d'août. Dans le cadre de la dynamisation du secteur des transports, notamment dans le domaine du transport maritime et des ports, il a souligné l'importance que son ministère accorde à la mise en œuvre du programme de modernisation, de réélargissement et l'aménagement des ports commerciaux nationaux. Parmi les ports ayant bénéficié de travaux d'extension et de mise à niveau, figure le port Djendjen, à Jijel, qui représente un apport important pour le transport maritime et qui a bénéficié de travaux de mise à niveau réalisés selon les "normes internationales", a indiqué le ministre, précisant que ce port sera "une fierté pour l'Algérie". Le ministre a également indiqué que les ports d'Oran, Annaba, Mostaganem et Alger

avaient bénéficié de travaux de mise à niveau et d'extension des quais. D'autre part, il a appelé toutes les institutions du secteur des transports à organiser une opération de solidarité afin de doter l'ENSM de Bou-Ismaïl d'équipements dont elle a besoin, s'engageant à lever le gel sur le recrutement à l'Ecole afin d'assurer le meilleur encadrement pédagogique des étudiants. La 50e promotion de l'année universitaire 2024-2025 comprend 130 étudiants titulaires d'un master en sciences de la navigation maritime -diplôme d'Etat en mécanique maritime, officier en électronique maritime, pilote maritime ainsi que guide maritime. Ils viendront renforcer l'effectif spécialisé des opérateurs maritimes.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le ministère déterminé à accélérer la cadence des projets

créer une véritable industrie automobile nationale fondée sur le renforcement de l'intégration locale et le développement d'un réseau national de sous-traitance. Cette rencontre, tenue au siège du ministère, intervient dans le cadre de la mise en œuvre des directives données par le président de la République, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, concernant la nécessité d'asseoir une véritable industrie automobile et mécanique nationale, à travers l'accélération de la cadence des projets de construction automobile, le renforcement de l'intégration locale et la participation à ce processus des entreprises algériennes de sous-traitance qualifiées, selon un communiqué du ministère. Cette rencontre s'est déroulée en présence du PDG du groupe Stellantis Algérie, Raoui Beji,

et d'un représentant du partenaire algérien. A cette occasion, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer les efforts pour augmenter le taux d'intégration locale et de développer le tissu industriel national, notamment dans le domaine de la sous-traitance, conformément aux orientations du président de la République visant à faire de cette industrie un acteur clé de la croissance économique locale et un moyen pour satisfaire les besoins du marché national dans ce domaine vital. De son côté, M. Cherfan a salué le soutien des pouvoirs publics, assurant que le groupe mobilisait tous ses moyens pour renforcer la production et encourager la sous-traitance locale en accord avec la vision globale de développement de l'industrie automobile en Algérie

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 08 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Juillet 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف	معدل	أعلى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	74	88	60	الطماطم	
	Oignon sec	42	49	35	البصل الجاف	
	Ail vert	426	492	359	الثوم الخضراء	
	Carotte	93	105	82	الجزر	
	Navet	99	110	87	لفت	
	Poivron	101	114	88	الفلفل الاخضر	
	Piment	122	139	105	الفلفل الحار	
	Courgette	88	100	76	الكوسة	
	Haricot vert	234	255	213	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	99	113	86	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	395	465	324	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	582	713	450	التمر	
	Banane	423	434	411	الموز	
	Melon	108	125	92	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	73	85	60	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1769	1913	1626	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	349	363	336	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

UNIVERSITÉ DE MASCARA

Soutenance de 90 mémoires de fin d'études dans le cadre de projets de microentreprises et startups

Pas moins de 90 mémoires de fin d'études ont été soutenus à l'Université Mustapha Stambouli de Mascara au titre de l'année universitaire 2024-2025, dans le cadre de projets de micro-entreprises et de startups, a indiqué, mercredi, Younes Mechaâl, chargé de la gestion de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire, M. Mechaâl a souligné que ces soutenances ont eu lieu, durant le mois de juin dernier, conformément à l'arrêté ministériel 1275, modifié par l'arrêté 008, relatif aux mémoires orientés vers la création d'entreprises innovantes ou de micro-entreprises. Les étudiants concernés sont inscrits en master dans les facultés des Sciences de la nature et de la vie, Sciences et technologies, Sciences exactes, Sciences économiques et commerciales et sciences de gestion.

Ils ont également bénéficié d'une formation en entrepreneuriat, dispensée par des enseignants spécialisés du Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'université, en collaboration avec des cadres de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Cela vise à renforcer les compétences nécessaires à la concrétisation de leurs projets. Par ailleurs, M. Mechaâl a annoncé que l'université prévoit, pour l'année universitaire 2025-2026, de signer plusieurs accords de coopération pédagogique avec

d'autres universités algériennes, en vue de renforcer les capacités d'encadrement spécialisé. A noter que la cérémonie de clôture de l'année universitaire, présidée par le wali de Mascara, Fouad Aïssi, en présence des autorités locales civiles et militaires, a été marquée par la distinction de 16 étudiants classés premiers dans différentes filières, ainsi que deux porteurs de projets innovants, et plusieurs étudiants ayant brillé dans des compétitions sportives universitaires, durant l'année écoulée, à l'Université de Mascara.

IN-SALAH

Installations de distributeurs automatiques de billets de banque dans les zones enclavées

De nouveaux projets ont été retenus par le secteur de la Poste et des Télécommunications, à travers l'installation de distributeurs automatiques de billets de banque (DAB) dans les zones enclavées de la wilaya

d'In-Salah, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la Poste et des Télécommunications. L'opération a porté sur l'installation et la mise en service de trois (3) DAB au niveau des régions enclavées et dépour-

vues de ce type d'équipements, notamment dans la commune de Foggaret-Ezzoua et les localités de Sahla-Nord et Hassi-Lehdjar (Nord d'In-Salah), a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Abderahmane Touhami.

L'initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle portant amélioration des prestations du secteur en direction des citoyens, via la mise en place de 600 nouveaux DAB à l'échelle nationale, a-t-il précisé.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

7 morts et plus de 230 blessés en 24 heures

Sept (7) personnes sont décédées et plus de 230 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique mercredi, un bilan de la Protection civile. Les unités de la Protection civile ont effectué, du 8 au 9 juillet, 209 interventions suite à des accidents de la cir-

culation survenus à travers le territoire national, ayant causé la mort de 7 personnes et des blessures à 234 autres. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Djelfa avec 3 décès et 16 blessés, suite à deux accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de la Protection civile relatif à la surveillance des plages autorisées à

la baignade a permis le sauvetage de 489 personnes, dont 125 traitées sur place et 35 autres évacuées vers des structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant, toutefois, le décès par noyade en mer d'un homme au niveau d'une plage interdite à la baignade, dans la wilaya de Tipaza.

GHARDAÏA

Journée de sensibilisation sur la culture du maïs en grain

Une journée technique de sensibilisation à la promotion et l'encouragement de la culture du maïs en grain a été organisée à Ghardaïa, à-on informé mercredi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Organisée dans le cadre d'une stratégie mise en place par le ministère de l'Agriculture, en vue d'encourager et d'intensifier la culture du maïs en grain et permettre l'essor en Algérie des filières lait et viandes (rouge et blanche), cette rencontre technique vise à inciter les agriculteurs de la région à adhérer à cette stratégie et valoriser la filière maïsiculture, a indiqué le chargé de communication à la DSA, Belhadj Tirichine. Un intérêt grandissant pour la maïsiculture est accordé par les autorités du

pays pour développer une agriculture intégrée qui tendent à accroître la production, à réduire la dépendance alimentaire et à réduire la facture d'importation, a-t-il souligné. La première expérience pilote de culture de maïs en grain a été réalisée sur une superficie de 100 hectares en 2011, avant d'être étendue dans le cadre de la politique agricole à travers l'ensemble de la région, y compris la wilaya limitrophe d'El-Meniaa, pour élargir la gamme de production de céréales. Durant l'année 2016, les plantations de maïs dans la wilaya de Ghardaïa ont atteint une superficie de 2.500 ha avec une production de près d'un million de quintaux (QX) de maïs ensilé et 8.000 QX de maïs en grain, dont seuls 6.800 QX de maïs en grain ont été supprimés

par l'Office national de l'aliment de bétail (ONAB), ce qui avait alors dissuadé les céréaliers de la région de planter le maïs en grain, at-on expliqué à la DSA. Cette réticence des agriculteurs était expliquée par l'absence d'un système performant de commercialisation et d'enlèvement de la production de maïs en grain avec un respect du contrat entre les contractants. Considéré comme principal entrant dans la fabrication d'aliments de bétail et de volaille, les besoins de l'Algérie en ce produit (maïs) sont dépendants exclusivement du marché international dont les cours ne cessent d'augmenter et se répercutent sur les prix des productions animales (viandes, lait, œufs..), selon la même source.

CRÉATION D'UN MÉCANISME DE COOPÉRATION

La Banque d'Algérie et le ministère de la Justice liés par un protocole

Un protocole de coopération a été signé, à Alger, entre le ministère de la Justice et la commission bancaire de la Banque d'Algérie (BA) pour la création d'un mécanisme de coopération entre les deux parties facilitant l'accès et l'échange d'informations, indique un communiqué du ministère. L'accord porte sur « la création d'un mécanisme de coopération avec la commission bancaire facilitant l'accès et l'échange d'informations, notamment en permettant à la commission de consulter par voie électronique le bulletin N 2 du casier judiciaire », indique un communiqué. Cette signature, explique-t-on, intervient « dans le cadre de l'application des normes internationales y afférentes, en consécration de la transparence et du renforcement de l'intégrité des responsables gestionnaires, des actionnaires et des bénéficiaires effectifs de quotas des banques et des institutions financières sous contrôle de la commission bancaire ». La commission bancaire, faut-il le rappeler, est présidée par le Gouverneur de la BA. Elle est chargée de contrôler le respect par les banques et établissements financiers des dispositions législatives et réglementaires et de sanctionner les manquements qui sont constatés.

MINISTÈRES DE L'INTÉRIEUR

Merad reçoit l'ambassadeur de Tunisie auprès de l'Algérie

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a reçu, mercredi, l'ambassadeur de la République tunisienne auprès de l'Algérie, M. Romdhane El Fayed, qui lui a rendu une visite au terme de sa mission en Algérie, indique un communiqué du ministère. La rencontre a permis de passer en revue "les relations bilatérales privilégiées entre les deux pays frères dans différents domaines", précise le communiqué. A cette occasion, les deux parties se sont félicitées des "activités de coopération concrétisées entre les secteurs de l'Intérieur des deux pays, notamment en matière sécuritaire et de protection civile", saluant "la dynamique de coopération positive en faveur du développement des régions frontalières", conclut le communiqué.

TIZI-OUZOU/COMMERCE

**Plus de 40.000
contrôles durant le 1e
semestre de 2025**

Plus de 43.715 interventions de contrôle des activités commerciales ont été effectuées durant le premier semestre de l'année en cours à Tizi-Ouzou, indique mardi un communiqué de la direction locale du commerce. Ces interventions ont donné lieu à l'enregistrement de 2.171 infractions, à l'établissement de 2.122 procès-verbaux et à la proposition de fermeture de 286 locaux commerciaux. En matière de contrôle de la qualité et de répression des fraudes, 22.450 interventions ont donné lieu à l'enregistrement de 674 infractions, à l'établissement de 627 procès-verbaux, à 94 propositions de fermeture et à la saisie de 51,86 tonnes de produits alimentaires non conformes. Concernant les pratiques commerciales, 21.265 interventions ont été effectuées, donnant lieu à l'enregistrement de 1.497 infractions, à l'établissement de 1.495 procès-verbaux et à la fermeture de 237 locaux commerciaux, selon la même source.

**OUM EL BOUAGHI
Récupération de 15
terrains du foncier
industriel inexploité**

Plus de 15 terrains du foncier industriel inexploité ont été récupérés depuis début 2024 à ce jour à travers la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'industrie, Ahcène Remache. La superficie du foncier industriel ainsi récupérée à travers des zones d'activités et de stockage, des zones industrielles et autres assiettes relevant du domaine de l'Etat a atteint 11,26 hectares, a précisé à l'APS le même responsable. Il a été également décidé d'annuler 185 attributions de foncier industriel en vue de le récupérer, outre l'envoi de 137 mises en demeure à des bénéficiaires retardataires, a indiqué, M. Remache qui a précisé que l'opération de récupération intervient après l'examen des dossiers des bénéficiaires par la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement. Le travail de la commission entre dans le cadre de la loi 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement, a noté le même directeur. Selon la même source, le foncier récupéré, lorsqu'il est aménagé et exempt de problèmes techniques, est aussitôt publié sur la plateforme numérique de l'investisseur de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement AAPI.

OUARGLA

Vers l'extension des superficies dédiées à la culture du maïs et du tournesol

Les superficies dédiées au développement de la maïsiculture et de la culture du tournesol connaîtront une extension, à la prochaine saison agricole (2025/2026) dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris mardi de la direction des services agricoles (DSA).

Intervenant en application du programme du ministère de l'Agriculture et du Développement rural portant développement des cultures oléagineuses dans les régions du Sud du pays, la superficie à être consacrée au tournesol devrait atteindre les 5.000 ha, concentrée principalement au niveau des zones de Hassi - Lehdaou et Gassi - Touil (daïra de Hassi - Messaoud), et à moindre degré dans les daïra de N'goussa, Sidi - Khouiled et Ouargla, a-t-on précisé. Il est fait état, en outre, de la programmation, pour la prochaine saison, d'une surface de 2.500 ha au niveau des régions agricoles précitées pour le développement de la culture du maïs en grains, a ajouté la source. Une série de mesures ont été prises par la DSA, à travers l'organisation de journées de vulgarisation, de sensibilisation et d'étude, en direction des promoteurs agricoles pour les inviter à adhérer à ce programme. Des démarches ont également été entreprises par le ministère de tutelle avec une douzaine d'opérateurs économiques en vue de contribuer à la



mise à la disposition des opérateurs agricoles de semences et intrants agricoles nécessaires, leur permettant de concrétiser cet ambitieux programme, selon la même source. Outre son impact pour la réalisation de l'auto-suffisance alimentaire et la réduction de la facture d'importation, le programme en question vise, entre-autres de ses objectifs, à met-

tre en œuvre des cycles agricoles pour la production de plantes oléagineuses, tournesol et maïs en grains, à l'effet de préserver la santé édaphique. La wilaya d'Ouargla a réalisé, au titre de la saison agricole écoulée, une production de 13.388 Quintaux (QX) de maïs en grain et de 3.375 (QX) de tournesol, selon les données de la DSA.

EL TARF

Ouverture de la manifestation «semaine de la biodiversité» à El Kala

La manifestation "semaine de la biodiversité" s'est ouverte mardi dans la commune d'El Kala (El Tarf) à l'initiative du Parc national de cette même commune en coordination avec la Direction générale des forêts et le bureau d'Afrique du Nord du Fonds mondial pour la nature (WWF). Cette rencontre ouverte par les autorités de la wilaya réunit des experts écologistes, des chercheurs et étudiants universitaires, a indiqué le directeur du Parc d'El Kala,

Aziz Raguedi, qui a souligné que l'objectif de l'initiative est de mettre en exergue les ressources naturelles exceptionnelles de la wilaya et de consolider les efforts de préservation de sa biodiversité à l'heure des changements climatiques. La manifestation permet, notamment "aux étudiants participants d'acquérir des connaissances et compétences pratiques liées à la gestion et la protection des écosystèmes en Algérie", a ajouté le même cadre qui a

souligné que la manifestation qui se poursuivra jusqu'au 13 juillet verra l'organisation d'ateliers de formation au profit de 25 étudiants en master et doctorat de 12 universités du pays. Ces ateliers qui concernent les thèmes de l'environnement, des forêts, des organismes marins et les maladies des végétaux approfondissent, notamment les connaissances des étudiants et incitent à poursuivre leurs recherches scientifiques sur le terrain, a-t-il ajouté. Dr. Fa-

tiha Bekkaria de l'université Chadli Bendjedid d'El Tarf a indiqué que cette manifestation contribue à rapprocher la recherche scientifique des exigences immédiates de protection de l'environnement. La représentante du bureau d'Afrique du Nord du WWF, Karima Yahia, a considéré que cette rencontre est une opportunité pour l'échange d'expériences entre chercheurs et gestionnaires dans le domaine de la protection de la biodiversité.

GUELMA

Raccordement au gaz naturel de 228 foyers des zones rurales de Bordj Sabbat et Roknia

Au total, 228 foyers de trois mechtas situées dans les communes de Bordj Sabbat et de Roknia, dans la wilaya de Guelma, ont été raccordés, mardi, au réseau de distribution du gaz naturel. L'opération qui bénéficie à des zones rurales, a été présidée par le wali de Guelma, Mme Houria Aggoun, dans le cadre du programme de célébration du 63ème anniversaire de l'indépendance et fête de la jeunesse. Au village de « Ouyoun Eddehane », dans la commune de Bordj Sabbat, à environ 60 km à

l'ouest du chef-lieu de wilaya, ce sont 128 foyers qui ont été raccordés au gaz naturel, en plus de 100 foyers des mechtas à « El Mahdjour » et « Mohamed Litim », dans la commune de Roknia (50 km au nord-ouest de Guelma). Selon les explications fournies sur place par le directeur de la distribution de l'électricité et du gaz, Kheireddine Loukam, l'opération a nécessité, pour les habitants d'Ouyoun Eddehane, la réalisation d'un réseau de conduites d'une longueur totale de 28 km pour un coût, par foyer, de plus de 821.000 dinars.

Le même responsable a ajouté que l'acheminement du gaz vers les foyers de Mahdjour et de Mohamed-Litim a nécessité un réseau de 14 km pour un coût de plus de 562.000 dinars par foyer. De son côté, la responsable de l'exécutif local a indiqué que le raccordement de ces zones rurales au réseau du gaz naturel « traduit les efforts des pouvoirs publics visant à prendre en charge toutes les préoccupations des habitants des villages éloignés des centres communaux, et à améliorer leurs conditions de vie ».

L'Espagne sauvera-t-elle l'UE d'une fuite en avant militariste ?

Alors que les dirigeants européens serrent les rangs derrière l'objectif des 5 % du PIB consacré à la défense, le chef du gouvernement espagnol rompt le rang. Tandis qu'à La Haye il dénonce un « keynésianisme militaire » aux effets délétères pour les investissements sociaux, à Madrid ses partenaires de gauche menacent de quitter le gouvernement.

2^e partie et fin

Par Eoghan Gilmartin

Sánchez a aussi défendu à plusieurs reprises l'idée d'un élargissement du concept de sécurité autour duquel s'articule le plan ReArm Europe — en y intégrant notamment des investissements dans les infrastructures critiques, la défense civile ou encore la cybersécurité. À certains moments, notamment à l'approche du sommet du Conseil européen de mars, cette insistance a donné lieu à de véritables tentatives pour rééquilibrer les priorités budgétaires de l'UE, au nom des besoins spécifiques des pays d'Europe du Sud en matière de sécurité. Mais ce discours lui a aussi permis, sur le plan intérieur, d'atténuer la polémique autour des nouvelles dépenses militaires annoncées en avril — en présentant une hausse historique du budget de l'armée sous des atours technocratiques et rassurants.

Contradictions de l'Union européenne

Selon Enric Juliana, chroniqueur de La Vanguardia, à la suite du sommet européen de mars — où sa proposition d'élargir les priorités du plan ReArm Europe avait été rejetée — Sánchez estimait encore possible de négocier une forme d'« exemption espagnole » partielle, permettant de limiter l'ampleur du programme de réarmement. Mais à l'approche du sommet de l'OTAN de juin, et alors que la pression de l'administration Trump s'intensifiait dès le début du mois d'avril, son entourage préparait déjà un virage vers une hausse des dépenses militaires — geste perçu comme un signal d'ouverture à destination de Washington, tout en permettant de sonder la réaction de l'opinion publique et des alliés parlementaires du PSOE.

Les tensions avec les États-Unis avaient atteint un pic en avril, lorsque Pedro Sánchez rencontra le président chinois Xi Jinping la même semaine que Donald Trump proclamait la mise en place de nouveaux droits de douane mondiaux, lors du « Jour de la Libération ». Le chef du gouvernement espagnol s'est imposé comme l'un des plus fervents défenseurs, au sein de l'UE, d'un rapprochement diplomatique et commercial avec la Chine, perçu comme un contrepoids stratégique à l'influence américaine. Mais à la veille de cette rencontre, le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, avait averti que la position de Sánchez revenait à « se trancher la gorge » — avant de faire pression sur le ministre espagnol des Finances, Carlos Cuervo, lors d'une réunion tendue à Washington, pour qu'il s'engage clairement sur les dépenses de défense.

Dix jours après son déplacement à Pékin, et vingt-quatre heures après l'annonce du décès du pape François, Sánchez dévoilait une hausse historique du budget militaire, à hauteur de 10,4 milliards d'euros. Ce plan visait à faire passer, dès cette année, les dépenses militaires espagnoles à 2

% du PIB — objectif fixé de longue date par l'OTAN, mais initialement prévu pour 2029. Cette décision marque une accélération spectaculaire de l'effort de défense (soit une hausse de 50 % par rapport au budget 2024), tout en intégrant près de 5 milliards d'euros de dépenses liées à la « sécurité » au sens large, dont une bonne partie ne rentre pas dans la définition strictement militaire adoptée par l'OTAN. Des engagements comme les 1,75 milliard destinés à la gestion des catastrophes naturelles et des urgences civiles semblaient taillés sur mesure pour rendre le paquet budgétaire acceptable — quoique sous protestation — par le partenaire de coalition de gauche du PSOE, Sumar.

La vice-présidente Yolanda Díaz, cheffe de file de Sumar, s'est contentée de critiques mesurées et n'a à aucun moment remis en cause la présence de sa formation au sein du gouvernement. Pourtant, la grogne montait dans ses rangs. Izquierda Unida, composante communiste de la coalition, exprimait « son rejet absolu de la décision prise en Conseil des ministres », affirmant qu'elle « ne correspondait pas à l'esprit dans lequel ce gouvernement avait été formé en 2023 ». Le lendemain, elle menaçait de quitter l'exécutif (où elle détient un portefeuille ministériel) après la révélation d'un contrat passé par le ministère de l'Intérieur pour l'achat de quinze millions de munitions auprès d'une entreprise israélienne.

Face à cette menace, Sánchez fit rapidement annuler le contrat en question, assurant ne pas en avoir eu connaissance. Mais l'incident soulignait déjà une contradiction majeure dans sa doctrine de sécurité. Alors même que Sánchez insistait sur le fait que seuls 19 % de la nouvelle enveloppe seraient consacrés à l'achat d'armes, et mettait en avant les investissements dans les télécommunications ou les infrastructures numériques, El País révélait que les 700 millions prévus pour la modernisation des radios militaires iraient à un consortium comptant la société israélienne Elbit parmi ses membres. Depuis le début de la guerre à Gaza, Sánchez s'est distingué comme l'un des dirigeants européens les plus critiques à l'égard d'Israël — allant jusqu'à qualifier l'État hébreu de « génocidaire » le 14 mai. Pourtant, son ministère de la Défense continue de signer des contrats avec des entreprises israéliennes lorsque, selon lui, aucune alternative n'est disponible. Une tendance qui risque fort d'être amplifiée par la brusque montée en puissance des dépenses militaires.

Et les contradictions ne s'arrêtent pas là. L'ampleur de la hausse budgétaire — 10,4 milliards d'euros pour la défense et la sécurité — met déjà à mal la promesse explicite de Sánchez de « ne pas retirer un seul centime des dépenses sociales ou environnementales ». Pour éviter une crise gouvernementale, la révision budgétaire permettant d'absorber ces nouveaux crédits militaires n'a pas été soumise au vote du Parlement — décision justifiée par le fait qu'elle ne consistait qu'en une réaffectation

de fonds déjà approuvés. Selon l'exécutif, cet argent proviendrait, entre autres, d'une hausse des recettes fiscales, de gains d'efficacité, mais aussi d'une enveloppe de fonds européens NextGeneration non encore utilisés — initialement destinés à financer des priorités comme la transition énergétique.

Lignes de crêtes

Ironiquement, c'est quelques jours après avoir annoncé cette hausse massive des dépenses militaires que l'Espagne a subi la pire panne de courant du continent Europe depuis plusieurs décennies — causée par les fragilités de son réseau électrique privatisé et par le manque d'investissements dans des mégabatteries coûteuses, pourtant devenues nécessaires avec l'essor du secteur des renouvelables. Si le resserrement budgétaire auquel est confronté le gouvernement Sánchez ne s'est pas encore traduit par des coupes franches dans l'État social ou dans les dépenses vertes déjà engagées, il limite d'ores et déjà les marges d'expansion future dans ces domaines — d'autant que, avec une majorité parlementaire aussi fragile, l'exécutif a peu de chances de faire adopter les réformes fiscales progressistes pourtant inscrites dans l'accord de coalition.

L'engagement des 5 % que l'OTAN compte faire entériner la semaine prochaine rendrait la situation encore plus intenable. La pression sur Sánchez s'est accentuée au cours du dernier mois, alors que responsables américains et hauts fonctionnaires de l'Alliance atlantique redoublaient d'injonctions. En mai, le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte déclarait que l'Espagne « atteindrait sans aucun doute » l'objectif des 5 %. Une semaine plus tard, après une rencontre avec le ministre espagnol des Affaires étrangères, le secrétaire d'État américain Marco Rubio publiait un communiqué exhortant « l'Espagne à rejoindre ses alliés en allouant 5 % de son PIB à la défense ».

Alors que les dirigeants européens cherchent un moyen de satisfaire les nouvelles exigences fixées par Donald Trump pour garantir la poursuite du parapluie militaire américain, le débat qui précède le sommet de l'OTAN se concentre désormais sur le calendrier à adopter pour atteindre l'objectif des « 3,5 + 1,5 % ». Rutte milite pour une échéance stricte de sept ans, avec des objectifs obligatoires chaque année ; le Canada et plusieurs pays d'Europe occidentale plaident pour un délai de dix ans, assorti d'une plus grande souplesse sur le rythme des hausses annuelles.

L'Espagne demeure le seul État à avoir exprimé publiquement son opposition à l'objectif global — tout en cherchant, en coulisses, à négocier une déclaration finale suffisamment ambivalente pour pouvoir la signer sans provoquer de crise politique intérieure. Mais même avant que n'éclate un scandale de corruption au sein du PSOE, compromettant la stabilité

immédiate de l'exécutif, ses alliés à gauche avaient déjà haussé le ton : Izquierda Unida menaçait une nouvelle fois de quitter la coalition. « Si l'Espagne accepte le réarmement brutal exigé par Trump, il sera impossible pour Izquierda Unida de rester au gouvernement », tweetait le dirigeant communiste Enrique Santiago le 7 juin. Ione Belarra, cheffe de Podemos, interpellait quant à elle le chef du gouvernement en séance parlementaire : « Vous n'avez pas le courage de dire non à Donald Trump. »

Mais après avoir reçu, mercredi dernier, le projet final de déclaration conjointe rédigé par Rutte — d'un ton inflexible —, en pleine crise politique, Sánchez a publié une lettre ferme rejetant la cible des 5 % et annonçant que l'Espagne n'augmenterait pas davantage ses dépenses militaires. Dans ce texte, pour la première fois, il s'en prend au fondement même du nouveau keynésianisme militaire : l'idée selon laquelle une hausse des dépenses d'armement, même financée par des coupes dans d'autres budgets publics, pourrait générer un stimulus économique global. À rebours de cette logique, il soutient que le plan de Rutte « accentuerait la fuite de l'épargne européenne vers les marchés étrangers » et freinerait la croissance en « détournant les investissements d'activités cruciales à effet multiplicateur supérieur à celui de l'industrie de défense (comme l'éducation, la santé, ou les technologies numériques) ».

Sánchez espère désormais que d'autres États hostiles à l'objectif des 5 % fassent entendre leur voix lors du sommet de l'OTAN — et compte sur une éventuelle confrontation avec Donald Trump pour ressouder sa base électorale, actuellement démoralisée. L'affaire de corruption, qui implique les deux derniers secrétaires à l'organisation du PSOE, a provoqué une crise de confiance dans son leadership, tant au sein du parti que dans l'électorat progressiste. Mais sa capacité à tenir tête à la diplomatie brutale de Trump pourrait représenter un tournant politique majeur, en lui permettant de défendre l'idée que la cible des 5 % devrait rester facultative.

Deux ans plus tôt, lorsque la coalition gouvernementale avait été reconduite à la surprise générale, l'Espagne était présentée comme une exception dans une Europe basculant vers la droite. Sánchez, en particulier, apparaissait comme un dirigeant progressiste bon teint parvenant à se maintenir grâce à une alliance avec des forces situées à sa gauche. En politique étrangère, il s'est également distingué en condamnant le génocide à Gaza et en refusant de céder à l'hystérie guerrière contre l'Iran. Mais à mesure que le réarmement devient la nouvelle norme du consensus européen, sous l'impulsion de Trump, la marge de manœuvre de Sánchez ne cesse de se réduire.

Cet article est initialement publié par notre partenaire Jacobin sous le titre « Spain Is Right to Reject Increased Military Spending »

Source: LVSL.fr , publié 3 juillet 2025

DUBAI

Chalhoub Group réaffirme son engagement en matière de durabilité

Le Chalhoub Group a publié son 11e rapport annuel de durabilité, soulignant une fois de plus l'intégration des objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans son modèle d'affaires.

À travers ce rapport de 2024, le groupe réaffirme son engagement envers les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD), en se concentrant sur trois piliers majeurs : les Personnes, les Partenaires et la Planète.

Des initiatives environnementales ambitieuses

Le Chalhoub Group poursuit son objectif ambitieux de devenir Net Zéro d'ici 2040, en mettant en œuvre des stratégies visant à réduire son empreinte carbone à travers les émissions de Scope 1, 2 et 3. Dans cette optique, le groupe a déjà enregistré une réduction de 12% des émissions de Scope 1 et a converti 11% de sa flotte B2C en véhicules électriques.

De plus, le Chalhoub Group a lancé son tout premier projet de restauration des récifs coralliens, avec un engagement de restauration de 58,6 m², dans le cadre de son objectif à long terme de restaurer 500 m² d'ici 2030.

«Chez Chalhoub Group, nous restons engagés à mener une durabilité significative, affinant continuellement notre approche en écoutant, apprenant et nous adaptant. Alignés sur notre feuille de route Net Zéro d'ici 2040. (...) Notre programme de partenariat avec les marques continue de favoriser des stratégies collaboratives de réduction des émissions à travers notre chaîne de valeur,» a déclaré Florence Bulte, directrice de la durabilité du Chalhoub Group. Un engagement fort envers le bien-être des employés

Le bien-être des employés est un axe fondamental pour Chalhoub Group. Reconnu par Son Altesse le Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan et l'Autorité pour la Petite Enfance d'Abou Dhabi, le groupe a obtenu le label "Parent-friendly" en 2024, confirmant ainsi l'approche centrée sur les personnes qui est au cœur de son modèle d'affaires.

EGYPTE

Catalyst Partners finalise deux acquisitions dans la fintech et les services non bancaires

L'opération s'inscrit dans une stratégie visant à bâtir une plateforme intégrée de services financiers non bancaires dans la zone MENA. Elle marque une nouvelle étape dans le développement des sociétés d'acquisition à vocation spéciale (SPAC) en Egypte.

Catalyst Partners Middle East (CPME), premier véhicule d'acquisition à vocation spéciale (SPAC) autorisé sur le marché égyptien, a annoncé le lundi 7 juillet 2025 avoir obtenu l'approbation de son assemblée générale extraordinaire pour l'acquisition de deux entreprises. Il s'agit de Qardy for Digital Applications, spécialisée dans les solutions de financement numérique (crédit automatisé, paiements mobiles, etc.) et Catalyst Partners Holding, un acteur du secteur des services financiers non bancaires.

La transaction, structurée sous forme d'échange d'actions, représente une valeur totale de 2,8 milliards de livres égyptiennes (56,3 millions \$), selon une évaluation du cabinet BDO Keys Financial Consulting.

A travers cette double acquisition, CPME qui est une SPAC créée pour acheter d'autres sociétés, envisage de construire une plateforme complète de services financiers non bancaires, en combinant les solutions numériques de

financement de Qardy avec les expertises en crédit-bail, affacturage et investissement de Catalyst Holding. Cette stratégie vise à répondre aux besoins de financement des entreprises de toutes les tailles.

Cela contribue aussi à la digitalisation du secteur financier égyptien.

Cette opération marque une étape majeure dans la stratégie d'expansion de CPME au niveau local et régional. L'objectif est de bâtir un groupe financier non bancaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), centré sur la fintech, l'innovation financière, l'accès au financement alternatif et l'investissement direct.

Le conseil d'administration de Catalyst a souligné que cette consolidation vise à renforcer les synergies entre les différentes entités du groupe, à accroître leur efficacité opérationnelle et à soutenir le développement de produits financiers innovants. L'ambition est de positionner CPME comme un acteur de référence dans les services financiers non ban-

caires, capable d'accompagner la croissance de l'économie égyptienne tout en s'alignant sur les meilleures pratiques internationales. Cette opération donne une visibilité importante au modèle SPAC, encore nouveau sur le marché égyptien. Elle pourrait encourager d'autres investisseurs à créer des véhicules similaires pour financer des projets dans des secteurs en croissance (fintech, santé, énergie).

En Egypte, le modèle SPAC est encore au stade expérimental. C'est une société sans activité commerciale, créée dans le but de lever des fonds en bourse pour acquérir une entreprise privée. L'Autorité de régulation financière égyptienne (FRA) a introduit un cadre juridique pour les SPAC en novembre 2021, avec pour objectifs de stimuler l'investissement dans les start-up et les fintech, d'attirer de nouveaux types d'investisseurs. Le développement de ce modèle dépendra du succès des premières opérations, du climat boursier et de l'appétit des investisseurs.

TUNISIE

La Tunisie et les Etats-Unis négocient la réduction des droits de douane à 10%

Le président de L'American Chamber of Commerce in Tunisia (AMCHAM Tunisia), Marouane Ben Jemaa, a indiqué que la correspondance de Trump reçue par la Tunisie avait également été adressée à 12 autres pays, dont le Japon et la Corée du Sud. Il a souligné, au micro d'Expresso, mardi 8 juillet 2025, que les États-Unis ont accordé à la Tunisie un délai allant du 8 juillet au 1er août, période pendant

laquelle les négociations entre les deux parties se poursuivent, dans le but d'aboutir à un accord autour d'un taux de 10%, comme cela a été le cas pour certains pays ayant déjà finalisé leurs négociations. Il a exprimé son espoir de voir des négociations constructives se tenir, permettant de préserver la coopération avec le partenaire américain, tout en renforçant les échanges commerciaux bilatéraux au bénéfice

des deux parties. Il s'est dit optimiste au vu des retours positifs obtenus. Il a précisé que les négociations ont commencé depuis un certain temps, mais qu'elles ne sont pas faciles, tout en notant que le dialogue reste ouvert, dans l'attente d'atteindre une solution gagnant-gagnant pour les deux pays. Il a souligné que les exportations tunisiennes d'huile d'olive vers le marché américain pourraient doubler, et qu'il faut

travailler dans ce sens, tout en visant d'autres marchés également. Les décisions à venir, a-t-il ajouté, seront prises dans l'intérêt de la Tunisie et des exportateurs tunisiens.

Enfin, il a expliqué que la balance commerciale est excédentaire pour la Tunisie avec les États-Unis ces dernières années, mais que le déficit a récemment augmenté en raison de la hausse des prix de l'huile d'olive.

SUIVI SCOLAIRE

La Mauritanie connecte les parents à l'école via une plateforme numérique

Les autorités cherchent à intégrer les technologies de l'information et de la communication dans le but de renforcer la qualité du système éducatif national. À cet effet, une stratégie de transformation numérique du secteur est en cours de préparation.

Le gouvernement mauritanien a lancé un service numérique dédié aux parents d'élèves. Il s'agit d'une nouvelle étape de franchise dans le cadre de la transformation numérique du secteur éducatif national. Dénommé « Siraj », le service est disponible sur le portail gouvernemental de services numériques « Khidmati ». Couvrant environ 1,2 million d'élèves, Siraj permet aux parents de consulter la liste des manuels scolaires requis pour leur enfant, de suivre la présence ou les

absences enregistrées, de consulter les moyennes annuelles de l'élève à chaque étape de sa scolarité, de soumettre une demande de transfert vers un autre établissement et de localiser l'école sur une carte géographique interactive.

En début d'année, les acteurs du secteur éducatif ont lancé l'élaboration d'une feuille de route pour la transformation numérique du système éducatif national. Parallèlement, les autorités travaillent sur un dispositif innovant de numérisation des diplômes, afin de moderniser leur délivrance et d'en renforcer l'authenticité. Elles envisagent également de mettre en place une plateforme numérique dédiée à la formation continue des enseignants du cycle fondamental, équivalent du primaire. En octobre 2024, la

Mauritanie avait déjà annoncé l'introduction des manuels scolaires numériques. Selon les autorités, le service Siraj vise à impliquer activement les parents dans le suivi du parcours scolaire de leurs enfants, afin de renforcer le rôle de la famille dans l'amélioration des performances scolaires. Cette ambition est confirmée par l'UNESCO dans son rapport « Edtech And Parental Engagement » publié en 2023. L'organisation onusienne estime qu'il y a un fort potentiel pour que les technologies éducatives soient progressivement utilisées afin d'aider les parents à s'impliquer dans l'apprentissage de leurs enfants. Le rapport explique que cela est associé à la fois à une meilleure préparation à l'école et à de meilleurs résultats académiques.

Toutefois, une étude de l'UNESCO montre que plusieurs défis sont apparus lors de la planification et de la mise en œuvre des interventions technologiques visant à impliquer les parents au Kenya. Il s'agit notamment du manque d'implication, du manque de compétences numériques chez les parents et de l'insuffisance des infrastructures numériques. Par exemple, il faudra que les parents d'élèves disposent d'appareils pouvant accéder à Internet (smartphones, tablettes, ordinateurs...) et qu'ils puissent acheter les forfaits pour se connecter, à condition qu'ils résident dans une zone couverte par le réseau. L'Union internationale des télécommunications (UIT) estime le taux de pénétration de l'Internet en Mauritanie à 37,4 % en 2023.

POUR FINANCER LA RÉOUVERTURE DE LOULO-GOUNKOTO
Le Mali veut vendre l’or de Barrick

Loulo-Gouunkoto est la plus grande mine d’or du Mali, avec une production de plus de 20 tonnes en 2024. Barrick a suspendu les opérations en janvier 2025. Bamako a demandé, puis obtenu auprès de la justice une réouverture. L’administrateur nommé à cette fin prépare une reprise de la production.

L’administrateur provisoire de la mine Loulo-Gouunkoto, Soumana Makadji, continue les tractations pour rouvrir l’actif appartenant encore à Barrick Mining. Selon des informations relayées mardi 8 juillet par Reuters, l’ancien ministre malien de la Santé prévoirait ainsi de vendre une tonne d’or entreposée actuellement sur le site minier, afin de financer la reprise de la production. Depuis janvier 2025, la plus grande mine d’or du Mali est en effet à l’arrêt, après que Barrick a décidé de suspendre la production pour protester contre le blocage de ses exportations et la saisie de plusieurs tonnes d’or par le gouvernement malien. Alors que Barrick tente de faire valoir ses droits devant un tribunal arbitral international, Bamako a saisi la justice il y a quelques mois pour obtenir la réouverture de la mine. Une demande acceptée en juin par un juge qui a nommé M. Makadji pour assurer l’administration provisoire. L’ancien ministre aurait aussi sollicité un ancien de la maison, Samba Touré, pour l’aider à relancer les activités. Actuellement directeur de la compagnie minière nationale (SOREM), M. Touré a en effet travaillé pour Randgold (fusion avec Barrick en 2018), notam-



ment en tant que directeur des opérations pour l’Afrique de l’Ouest. Alors que la fermeture de Loulo-Gouunkoto a obligé certains sous-traitants de Barrick à licencier des employés, on ne sait pas encore dans quelle mesure la réouverture de

la mine permettra aux entreprises de se remettre sur les rails. Aucune information n’est disponible sur les sous-traitants qui travailleront avec la nouvelle direction ni sur le délai pour la reprise de la production. Alors que Loulo-Gouunkoto a atteint en 2024 un record de production à 723 000 onces, il est également difficile d’estimer les performances à venir de la mine. En Zambie, un différend similaire entre l’État et la compagnie minière Vedanta avait conduit la justice à placer le complexe Konkola Copper Mines sous administration provisoire. La production de cuivre avait alors décliné, faute d’investissements suffisants. En attendant la réouverture de Loulo-Gouunkoto, notons que ces différentes évolutions restent contestées par Barrick qui a déposé auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) une demande de mesures conservatoires. La compagnie canadienne se dit néanmoins toujours ouverte au dialogue avec les autorités locales, qui l’accusent de n’avoir pas versé des centaines de millions de dollars d’impôts et redevances. Des allégations que Barrick continue de nier.

AMMONIAC VERT

Le plus grand projet d’Afrique du Sud passe à l’étape d’exécution

Le projet Hive Coega entre en phase d’exécution avec des appels d’offres pour ses infrastructures clés, quatre ans après son lancement. C’est le plus grand projet sud-africain d’ammoniac vert, mobilisant toute la chaîne technique, des sources d’énergies renouvelables jusqu’à l’exportation. Le projet Hive Coega, plus grande initiative sud-africaine d’ammoniac vert, entre dans une phase décisive avec la publication officielle des appels d’offres pour ses infrastructures stratégiques. Quatre ans après son lancement, cette étape marque le

début de la phase d’exécution, prélude à la décision finale d’investissement prévue pour fin 2026. Quinze entreprises internationales d’ingénierie et de construction (EPC) ont été invitées à soumettre leurs propositions, après avoir été sélectionnées parmi 48 candidats. Les appels d’offres couvrent la construction d’une usine de production d’ammoniac vert d’une capacité d’un million de tonnes par an, deux pipelines de 7 km, des installations de stockage, des unités de dessalement, ainsi que les composantes énergétiques du projet : 1 430 MW de solaire ré-

partis sur neuf sites et 1 879 MW d’éolien. Le projet porté par Hive Hydrogen, localisé dans la zone économique spéciale de Coega, sur la côte est du pays et reconnu comme initiative « phare » par le gouvernement sud-africain, est le premier à bénéficier du financement du fonds SA-H2, dédié à l’hydrogène vert. Une enveloppe de 20 millions de dollars a déjà été mobilisée pour les travaux préparatoires, tandis qu’une équipe de plus de 120 experts œuvre depuis 2019 à la structuration du site. Au-delà de l’ingénierie, l’ambition est de déployer une chaîne industrielle complète

qui inclut production d’hydrogène par électrolyse, synthèse d’ammoniac, stockage, et logistique d’exportation, principalement vers l’Europe et l’Asie. La phase de production d’énergie solaire du projet, qui fournira 40 % de l’énergie nécessaire, est déjà validée. L’entrée en phase d’exécution confirme la maturité technique du projet, dans un contexte continental où plusieurs annonces concurrentes restent à l’état de concept. Si le calendrier est respecté, l’Afrique du Sud pourrait devenir, dès 2029, le premier pays du continent à livrer de l’ammoniac vert à grande échelle.

NIGERIA

La dette des ménages à 38,7 milliards \$, plus que celle des entreprises

Ce niveau reflète à la fois la résilience d’une économie confrontée à une inflation de plus de 20%, la dépréciation de sa monnaie et une inclusion financière qui doit encore progresser. Si le secteur bancaire reste solide, les risques de défaut et la pression sur la consommation devront être surveillés. En avril 2025, la dette des ménages nigériens a atteint un niveau record de 38,7 milliards \$, selon le Global Debt Monitor de l’Institut de la Fi-

nance Internationale (IIF), une association basée à Washington regroupant plus de 400 institutions financières mondiales. Ce chiffre, le plus élevé des 20 dernières années, représente une augmentation spectaculaire par rapport aux 4,6 milliards \$ enregistrés en 2005. Par ailleurs, la dette des ménages dépasse désormais celles des entreprises non financières et financières réunies (12,6 milliards \$ et 23,4 milliards \$), ne cédant la première place qu’à la dette

publique, estimée à 98,8 milliards \$. Une dette des ménages en forte croissance : contexte et définition Selon l’IIF, la dette des ménages englobe les engagements financiers contractés par les individus et les familles pour la consommation personnelle ou l’investissement, incluant les prêts hypothécaires, les crédits à la consommation et les découverts bancaires. Les données ne précisent pas si les entreprises individuelles sont in-

cluses, mais l’analyse des tendances régionales suggère que la dette concerne principalement les ménages privés, les petites entreprises familiales étant souvent comptabilisées séparément. Cette dette représente 20,4 % du PIB nigérian, un ratio élevé pour une économie émergente où l’inflation reste persistante (23 % en février 2025, selon la Banque centrale du Nigeria) et où le revenu par habitant est d’environ 2000 \$ (Banque mondiale, 2023).

CAMEROUN

Une nouvelle
taxe de 29 813
FCFA en vigueur
sur l’import de
véhicules
d’occasion

Au Cameroun, l’importation de véhicules d’occasion représente une part importante du marché automobile, notamment en raison de leur accessibilité pour la majorité des acheteurs. Les autorités veulent mieux encadrer le secteur, pour des raisons à la fois fiscales, environnementales et sécuritaires. La Direction générale des impôts (DGI) du Cameroun a officialisé l’instauration d’une nouvelle taxe sur les véhicules d’occasion importés dans le pays. Cette mesure introduit notamment la TVA sur les frais d’inspection et de contrôle, versés via le Guichet unique du commerce extérieur (GUCE). Selon les précisions du GUCE rapportées par Investir au Cameroun, cette disposition donne lieu à une « Taxe sur la vérification à l’importation » qui s’élève désormais à 29 813 FCFA, TVA comprise, pour chaque véhicule d’occasion. Le montant englobe à la fois la vérification SGS (Société Générale de Surveillance) et le contrôle d’identification obligatoire. Le ministère des Finances justifie la mesure par la volonté de renforcer les contrôles à l’importation et de mieux encadrer le parc automobile d’occasion, tout en accroissant les recettes fiscales. Cette taxe vient s’ajouter à la TVA de 19,25% déjà appliquée sur la valeur du véhicule lors de son entrée sur le territoire national. Cette mesure pourrait alourdir le coût d’entrée des véhicules usagés, un marché qui représente une large part des importations automobiles du pays. Elle suscite déjà des réactions dans les milieux des transitaires et des importateurs, qui redoutent une hausse indirecte des prix pour le consommateur final.

EUROPE

L'activité des introductions en bourse reste modérée au S1 2025

L'activité des introductions en bourse en Europe est restée modérée au premier semestre 2025, les incertitudes géopolitiques et macroéconomiques ayant retardé plusieurs cotations, selon le dernier rapport IPO Watch EMEA de PwC.

Les produits totaux des introductions en bourse au S1 2025 en Europe ont atteint 4,0 milliards € provenant de 16 introductions au T1 qui ont levé 3,1 milliards €, ce qui représente une baisse significative par rapport au S1 2024 qui avait vu 11,5 milliards € levés. Malgré un environnement d'introductions en bourse morose, l'activité du marché des actions de Londres est restée forte, stimulée par des scissions, des levées de capitaux primaires et de nouvelles cotations. Parmi les transactions notables figurent la scission et la cota-

tion à Londres de l'activité platine d'Anglo American (JO:AGLJ), une levée de capitaux de 1,14 milliard £ par Rosebank Industries, et l'annonce par Metlen Energy & Metals de son intention de transférer sa cotation principale à Londres. Dans l'ensemble de la région EMEA, les produits des introductions en bourse au S1 2025 ont totalisé 9,4 milliards \$ pour 67 introductions, en baisse par rapport aux 17,3 milliards \$ pour 78 cotations à la même période l'année dernière. Le Moyen-Orient a maintenu une activité robuste, l'Arabie Saoudite étant le pays

le plus actif du Conseil de Coopération du Golfe, accueillant 23 introductions en bourse, dont celle de la compagnie aérienne à bas coût Flynas qui a levé plus de 1 milliard \$ sur le Tadawul, ce qui en fait la plus grande introduction en bourse de la région EMEA jusqu'à présent cette année. Contrairement à la baisse de 46% des produits en EMEA, l'activité mondiale des introductions en bourse au S1 2025 a connu une augmentation de 18% des

produits, atteignant 58,4 milliards \$ pour 486 cotations, contre 49,6 milliards \$ pour 444 cotations au S1 2024. Cette croissance a été principalement portée par les États-Unis, où les produits ont augmenté de plus de 50%, stimulés par une résurgence des introductions en bourse de Special Purpose Acquisition Company (SPAC), qui représentaient plus de 40% des émissions d'introductions en bourse américaines pour le S1.

PRIS DANS DES VENTS CONTRAIRES
Le dollar hésite

Le dollar est tiraillé mardi, pris entre l'image d'une économie américaine qui demeure en bonne santé et les dernières annonces de Donald Trump sur les droits de douane imposés aux partenaires commerciaux des Etats-Unis. Vers 18H20 GMT, la devise américaine perdait 0,12% face à la monnaie unique européenne, à 1,1723 dollar pour un euro. Le Dollar index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, grappillait pour sa part 0,09% à 97,57 points. "Il est possible que nous assistions à une modeste consolidation du dollar" après "une chute importante (...) au cours du premier semestre", observe auprès de l'AFP Shaun Osborne, de Scotiabank. Le "buck" - l'un des surnoms de la devise américaine - a lâché plus de 11% face à l'euro depuis le début de l'année. Le dollar s'est toutefois quelque peu repris ces derniers jours, "grâce à des don-

nées économiques favorables la semaine dernière", estime Shaun Osborne. Les chiffres de l'emploi aux Etats-Unis ont été meilleurs que prévu, avec un taux de chômage de 4,1% et 147.000 emplois créés en juin, soit davantage que ce qui était envisagé par les acteurs de la finance. En outre, "nous avons également assisté à un rebond des rendements américains, ce qui a favorisé le dollar", note M. Osborne. Vers 18H20 GMT, le rendement de l'emprunt américain à dix ans se tendait à 4,42%, contre 4,38% la veille en clôture. "Mais les inquiétudes plus générales subsistent en ce qui concerne le budget et la politique commerciale" des Etats-Unis, commente M. Osborne. Donald Trump a commencé lundi à envoyer des lettres à des partenaires commerciaux des États-Unis, principalement en Asie, pour annoncer le sort qui leur sera réservé.

IL FRANCHIT UN NOUVEAU SOMMET
Le cuivre bondit de 10% à New York

Le cuivre s'envole de plus de 10%, dépassant son sommet historique à New York mardi, après que Donald Trump a dit envisager une surtaxe de 50% sur le cuivre importé aux Etats-Unis. Au Comex de New York, vers 17H40 GMT, le métal rouge s'échangeait à plus de 5,52 dollars la livre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 09 Juillet 2025 Valeur : 11 Juillet 2025				
BASE	DEVISES			
1	USD	US DOLLAR		129.6971 129.7121
1	EUR	EURO		151.8623 151.9058
1	GBP	POUND STERLING		176.3147 176.3591
100	JPY	JAPANESE YEN		88.3616 88.3959
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0594 18.0617
1	CHF	SWISS FRANC		162.6296 162.7096
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.7732 94.8188
1	DKK	DANISH KRONE		20.3555 20.3598
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6065 13.6102
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8288 12.8338
1	AED	UAE DIRHAM		35.3081 35.3179
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5794 34.5853
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.5404 424.7286
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1814 44.6254
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4105 14.4121
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9501 24.0729
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2482 3.2583
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.8735 177.8735

MARCHÉS EN ASIE:

La nervosité revient avec le ton durci de Trump sur les droits de douane

La nervosité s'impose de nouveau mercredi aux Bourses asiatiques, qui évoluent en ordre dispersé après que Donald Trump a annoncé n'envisager "aucun délai" pour les droits de douane prévus au 1er août, et vouloir imposer de

nouvelles surtaxes sur le cuivre importé. Vers 02H00 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei reculait de 0,07% à 39.654 points et l'indice élargi Topix gagnait en revanche 0,23% à 2.823 points. La Bourse de Séoul progressait de 0,48%,

mais Sydney abandonnait 0,25% et Taipei 0,28%. A Hong Kong, l'indice Hang Seng cédait 0,84%, et l'indice composite de Shanghai grimpait lui de 0,10%. Sur les marchés des changes, le yen est sous pression mercredi: il perdait 0,24% face à la devise

américaine vers 02H15 GMT, à 146,93 yens pour un dollar. Après avoir résisté en début de semaine, le marché pétrolier finit par ployer mercredi après la forte hausse de production d'or noir décidée par les pays producteurs de l'Opep+ et face à

l'assombrissement des perspectives économiques sur fond de guerre douanière américaine. Vers 02H15 GMT, le baril de WTI américain reculait de 0,28% à 68,15 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,21% à 70 dollars.

RÉSISTANT À L'INCERTITUDE DOUANIÈRE

La bourse de Paris grimpe

La Bourse de Paris gagne 0,52% mercredi, peinant à prendre au sérieux les dernières annonces douanières de Donald Trump sur le cuivre et les produits pharmaceutiques aux États-Unis. Vers 09H40 (heure locale) l'indice vedette Parisien CAC 40 prenait 41,49 points, à 7.808,20 points. La veille, il avait gagné 0,56%. Le président américain a montré

mardi qu'il n'avait pas l'intention d'adoucir sa politique douanière, en disant vouloir imposer de nouvelles surtaxes, cette fois sur les produits pharmaceutiques et le cuivre importés. Donald Trump a dit qu'il envisageait d'imposer une surtaxe de 200% sur les produits pharmaceutiques, tout en précisant qu'il attendrait au moins un an pour la mettre en place, afin de laisser

aux entreprises le temps de construire des usines sur le sol américain. Pour le cuivre, les droits de douane supplémentaires s'élèveront à 50%, a-t-il lancé, sans donner d'échéance précise. Ces annonces interviennent après que le dirigeant a écarté mardi l'hypothèse d'un nouveau report des surtaxes douanières, actuellement négociées avec

ses partenaires commerciaux, censées désormais s'appliquer au 1er août. Mais les investisseurs font preuve de plus en plus de flegme face à ces annonces. "Le marché reste très calme car il anticipe que ces menaces ne se réaliseront pas ou en tout cas ne se généraliseront pas à tous les pays", résume Xavier Chopard, en charge de la recherche

et de la stratégie chez LBPAM. "Le marché ne le prend pas très au sérieux", a-t-il ajouté. Les titres liés au secteur pharmaceutique ne reculaient que très modérément, à l'image de Sanofi (-1,03% à 82,44 euros). Publicis, très présente dans le secteur de la publicité pour les médicaments aux Etats-Unis, était le plus touché, avec un recul de 1,99% à 88,70 euros.

ETATS UNIS

Washington veut interdire l’achat de terres agricoles américaines par des investisseurs chinois

La ministre américaine de l’Agriculture, Brooke Rollins, a dénoncé «l’exploitation criminelle» du système agricole américain par des «adversaires étrangers».

Quand les champs agricoles deviennent des champs de bataille. Washington veut interdire aux investisseurs chinois d’acquérir des terres agricoles américaines, avançant une question de «sécurité nationale», ont annoncé plusieurs ministres du gouvernement Trump mardi. Washington compte «prendre rapidement des mesures législatives et exécutives pour interdire l’acquisition de terres agricoles américaines aux ressortissants chinois et à d’autres adversaires étrangers», a affirmé la ministre de l’Agriculture Brooke Rollins au cours d’une conférence de presse consacrée à la présentation de son plan d’action pour la sécurité agricole nationale. «Cela pose un énorme problème de sécurité nationale», a-t-elle justifié. Ces

acquisitions étrangères sont des «armes qui se retournent contre nous», a expliqué la ministre. «Nous le voyons encore et encore, de l’acquisition de terres agricoles américaines par des Chinois communistes à l’exploitation criminelle de notre système agricole», a-t-elle encore affirmé.

112.000 hectares en 2023

Le chef du Pentagone Pete Hegseth a lui évoqué le cas de terrains agricoles situés à côté de bases militaires américaines. «En tant que ministre de la Défense, je veux savoir qui détient les terres autour de nos bases (militaires) et comprendre pourquoi des entreprises étrangères les achèteraient», a-t-il déclaré. «La sécurité alimentaire, comme la résilience

énergétique, comme notre approvisionnement en eau, c’est une question de sécurité nationale», a insisté le responsable politique. «Nos adversaires étrangers ne peuvent plus se dire que nous ne surveillons pas, que nous n’y prêtons pas attention, parce qu’on le fait», a-t-il poursuivi. Selon des données du ministère de l’Agriculture américain, la Chine se classe au vingtième rang des investisseurs étrangers dans les terres agricoles américaines, avec environ 112.000 hectares en 2023. Le Canada, premier, en compte plus de 50 fois plus. Selon la ministre de l’Agriculture, le gouvernement Trump veut également s’efforcer de «récupérer ce qui a déjà été acheté par la Chine et d’autres adversaires étrangers».

TRUMP FRAPPE FORT

Jusqu’à 200 % de droits de douane sur les médicaments

Le président américain Donald Trump a annoncé ce mardi une série de nouvelles mesures protectionnistes, parmi les plus agressives de son second mandat. Elles concernent plusieurs secteurs stratégiques, notamment les semi-conducteurs, les produits pharmaceutiques et le cuivre, dans ce qui s’apparente à une nouvelle escalade dans sa politique de relocalisation industrielle.

Jusqu’à 200 % de droits de douane sur les médicaments importés

S’exprimant devant des journalistes, Trump a déclaré qu’il al-

lait imposer des droits de douane pouvant atteindre 200 % sur les médicaments importés, tout en laissant une période d’un an à un an et demi aux entreprises pharmaceutiques étrangères pour relocaliser leur production aux États-Unis. « Nous leur accorderons environ un an pour venir s’installer ici. Ensuite, ces médicaments seront lourdement taxés à l’importation, jusqu’à 200 %. C’est une mesure de sécurité nationale et d’indépendance industrielle », a-t-il affirmé. Cette annonce s’inscrit dans la continuité des engagements de Trump à réduire la dépendance

américaine aux chaînes d’approvisionnement étrangères, particulièrement révélée pendant la pandémie de COVID-19 et relancée dans le contexte géopolitique actuel.

Cuivre et semi-conducteurs également visés

Le secteur technologique n’est pas épargné. Les semi-conducteurs, essentiels aux industries électroniques et automobiles, seront eux aussi soumis à de nouveaux droits de douane, bien que Trump n’ait pas précisé le taux exact ni la date d’entrée en vigueur. « Il est temps que les puces

soient fabriquées ici, sur notre sol », a déclaré Trump, sans détailler le calendrier des futures annonces. Autre annonce majeure du jour : l’imposition immédiate d’un droit de douane de 50 % sur les importations de cuivre. Une mesure inattendue, qui a surpris les marchés, tant par sa précocité que par son ampleur. Selon Trump, cette décision vise à stimuler la production domestique de ce métal stratégique, utilisé dans de nombreux secteurs : véhicules électriques, équipements militaires, réseaux électriques, ou encore appareils électroniques grand public.

L'IMEC

Deviendra-t-il un jour le corridor économique reliant l’Inde à l’Europe ?

Le Corridor Économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC) est l’une des initiatives de connectivité moderne les plus ambitieuses. Il vise à créer une voie de transport et de commerce moderne reliant l’Inde à l’Europe via le Moyen-Orient, en s’appuyant sur les ports, les réseaux ferroviaires, les autoroutes et l’infrastructure numérique. Le projet vise à redessiner les cartes du commerce mondial, à offrir des alternatives au Canal de Suez et à renforcer la sécurité énergétique et logistique de l’Europe. Pour la Grèce, l’IMEC est l’occasion

de renforcer son rôle de porte d’entrée essentielle vers l’Europe. Les ports grecs, en particulier ceux du Pirée et de Thessalonique, peuvent devenir des plaques tournantes essentielles pour le transbordement des marchandises et leur distribution vers l’arrière-pays européen. Dans le même temps, la Grèce peut jouer le rôle de plaque tournante de l’énergie, en contribuant à la diversification des sources d’énergie et des voies d’approvisionnement. La plupart des intervenants ont convenu que les projets devront être financés par des partenariats entre l’Inde et l’UE, tandis que la contribution de l’Arabie saoudite sera cruciale,

tout comme celle des États-Unis, qui sont initialement favorables au projet mais le considèrent comme faisant partie d’un programme plus large visant à mettre en œuvre les accords d’Abraham. Comme l’ont souligné les intervenants, il est peu probable que l’Inde, principalement en raison de mentalités différentes, engage des fonds et des mécanismes pour la mise en œuvre de l’IMEC, comme l’a fait la Chine pour l’initiative "One Belt One Road". Le gouvernement indien indique que les pays devraient adopter le projet eux-mêmes et développer des plans nationaux pour sa mise en œuvre.

IRLANDE

Croissance soutenue

L’actualité économique est marquée par une croissance soutenue, notamment grâce à une forte hausse des investissements, des exportations et de la consommation. Le pays devrait enregistrer un excédent budgétaire pour l’année, bien que l’excédent pourrait se réduire légèrement par rapport à 2024 en raison de l’augmentation des dépenses publiques. L’économie irlandaise devrait connaître une croissance robuste en 2025, avec une amélioration par rapport à 2024. L’Irlande devrait maintenir son excédent budgétaire, mais des ajustements fiscaux pourraient être nécessaires à l’avenir en raison des dépenses accrues. Les investissements, notamment dans les infrastructures et le logement, devraient continuer de stimuler la croissance. La consommation des ménages devrait rester soutenue, grâce à une stabilité de l’emploi et une hausse des salaires réels. Des risques liés au commerce mondial persistent, mais l’Irlande reste attractive pour les investissements étrangers directs (IED). En résumé, l’Irlande affiche une situation économique globalement positive, mais avec des défis à relever, notamment en matière de dépenses publiques et de risques extérieurs. 2025.

SELON L'ONU

Le commerce mondial a progressé au premier semestre

Le commerce mondial a progressé au premier semestre 2025, tiré par les importations américaines et les exportations européennes, au moment où les États-Unis de Donald Trump ont lancé une guerre commerciale tous azimuts, a indiqué l’ONU mardi. Les dernières données de l’ONU Commerce et Développement (Cnuced) montrent que le commerce mondial a augmenté d’environ 300 milliards de dollars sur cette période malgré un ralentissement de la croissance", selon un communiqué. Cela correspond à une progression d’environ 1,7% par rapport au second semestre de 2024, corrigé des variations saisonnières, a précisé Alessandro Nicita, économiste auprès de l’ONU Commerce et Développement. Le commerce mondial a augmenté d’environ 1,5% au premier trimestre, et la croissance devrait s’accroître pour atteindre 2% au deuxième trimestre, selon les prévisions de l’agence de l’ONU, qui ne dispose pas encore des chiffres définitifs. Pour l’ONU, la poursuite de la résilience au second semestre 2025 dépendra de "la clarté des politiques, des évolutions géoéconomiques et de la capacité d’adaptation des chaînes d’approvisionnement". Le commerce des services est resté le principal moteur de la croissance annuelle du commerce mondial, avec une hausse de 9% au cours des quatre derniers trimestres.

CES CHERCHEURS CHINOIS S'ATTAQUENT AU PLUS GROS DÉFI DE L'IA

«Une mémoire proche de celle de l'Homme»

La gestion de la mémoire est l'un des principaux défis auxquels se confrontent les sociétés spécialisées en IA. Mais une équipe de chercheurs chinois pourrait bien avoir trouvé une solution...

Alors que l'intelligence artificielle affecte de plus en plus nos capacités cognitives, cette technologie semble, elle aussi, avoir des soucis de mémoire. Pour y remédier, les équipes multiplient les efforts : OpenAI a boosté la mémoire de ChatGPT pour les utilisateurs gratuits, Anthropic envisage d'améliorer les capacités de contextualisation de Claude AI et Microsoft a aussi doté Copilot de capacités de mémorisation.

S'étant, elle aussi, penchée sur la question, une équipe de chercheurs vient de développer le tout premier « système d'exploitation de mémoire » pour IA. On vous explique.

MemOS, une réponse aux problèmes de mémoire persistante des IA

Permettre aux utilisateurs de tisser une relation pérenne avec l'intelligence artificielle est l'un des gros enjeux auxquels se confrontent toutes les sociétés du secteur, notamment pour des questions de fidélisation. Faire en sorte que, tout comme l'humain, cette technologie se souvienne à long terme des conversations et réutilise les informations engrangées pour apporter des réponses toujours plus précises est un véritable défi.

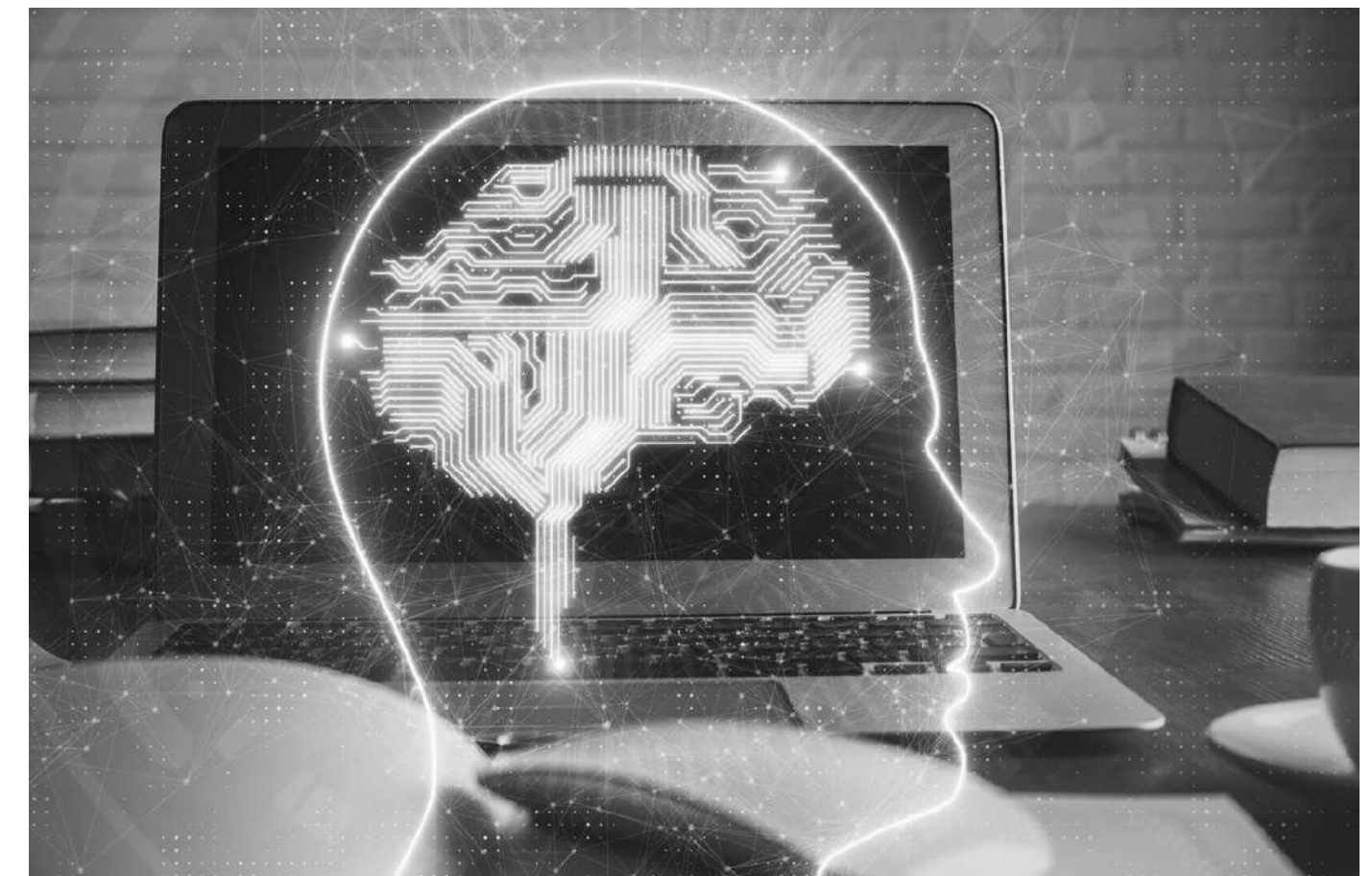
Si les mastodontes du domaine, Google et OpenAI en tête, ont trouvé des solutions, force est de constater qu'il reste encore des progrès à faire. Pour éviter que les IA oublient systématiquement ce qu'on leur dit, beaucoup misent sur la génération augmentée de récupération mais cela ne fait que contourner le problème.

L'objectif est de faire en sorte que l'IA apprenne au fur et à mesure et de façon durable, comme l'humain.

Et c'est précisément pour cela que des chercheurs issus de l'université Jiao Tong de Shangai et de l'université du Zhejiang ont créé MemOS.

Le premier « système d'exploitation de mémoire » pour IA

Dans une étude disponible depuis le 4 juillet dernier sur l'archive ouverte



ArXiv, les créateurs de MemOS présentent cette technologie comme un « système d'exploitation qui traite la mémoire comme une ressource système gérable. » Cette invention gère, en effet, la mémoire de l'IA comme un ordinateur gèrerait ses ressources, en les organisant et en les stockant plus intelligemment.

MemOS est basé sur un système de « Memcubes », des blocs de mémoire évolutifs contenant des informations variées. Leur force est qu'ils peuvent être déplacés et combinés : « Les MemCubes peuvent être composés, migrés et fusionnés au fil du temps, permettant des transitions flexibles entre les types de mémoire et reliant la récupération à l'apprentissage paramétrique. »

Les résultats de MemOS sont impressionnants :

- Pour le raisonnement temporel, il a traité 159 % de tâches en plus que le système mémoire d'OpenAI ;

- Il a obtenu des résultats presque 40 % meilleurs qu'OpenAI-Memory lors du benchmark LOCOMO, qui mesure les performances des systèmes pour traiter des tâches de raisonnement nécessitant beaucoup de mémoire. Il s'avère particulièrement performant lorsqu'il s'agit de retenir et de relier des informations complexes, partagées en plusieurs messages par exemple ;

- Grâce à un système de mémoire cache, il est aussi très rapide avec une réduction de 94 % des temps de latence.

Une solution open source à destination des professionnels

Si actuellement, la mémoire d'une IA est souvent cantonnée à un seul appareil, MemOS pourrait permettre une approche plus souple.

Dans l'étude, les chercheurs imaginent notamment un nouveau business model, basé sur des « modules de mémoires payants » : un expert pourrait

ainsi plus facilement partager son savoir. Il suffirait de transférer un bloc de connaissances à une IA, ce qui rendrait les longues sessions d'entraînement obsolètes.

Si l'on en croit les chercheurs à l'origine de cette invention, MemOS établirait un « cadre système centré sur la mémoire qui apporte contrôlabilité, plasticité et évolutivité aux LLM, jetant ainsi les bases d'un apprentissage continu et d'une modélisation personnalisée. »

L'équipe espère que ce nouveau système fera considérablement évoluer les IA, en les faisant passer « de générateurs statiques à des agents en constante évolution, pilotés par la mémoire. »

Afin de favoriser l'adoption de cette innovation, les chercheurs ont partagé le code source de MemOS sur Github.

Pour l'heure, il est uniquement compatible avec Linux, mais la prise en charge de Windows et macOS est d'ores et déjà dans les tuyaux.

Source : VentureBeat

Grok : sa fonction de génération de texte sur X est finalement suspendue

L'IA d'Elon Musk a énormément dérapé ces dernières heures sur le réseau social X. Au point d'obliger la plateforme à prendre une décision radicale !

Elon Musk l'avait promis. Grok, déjà connu pour sa tendance plus grande que les autres IA à l'irrévérence, devait devenir encore plus « politiquement incorrect ». Et pour ceux qui se demandaient ce que cela pouvait bien signifier en pratique, surtout après les différentes polémiques

qui ont émaillé le développement du chatbot, on a déjà un premier résultat à analyser - quelques jours à peine après cette annonce.

Grok est finalement allé trop loin

Il en fallait beaucoup pour que Grok puisse être désactivé, quand on connaît l'historique de l'IA sur le réseau social X. C'est pourtant ce qui vient de se passer, avec la fonction de génération de texte, très prisée sur la plateforme, qui a été suspendue.

La raison ? Grok a depuis plus de 24 heures été à l'origine de plusieurs propos antisémites, allant jusqu'à faire l'apologie de Hitler.

Dans un de ses messages, l'intelligence artificielle en est même arrivée au point où elle s'est elle-même surnommée « MechaHitler ». Pas la meilleure des publicités pour le chatbot dont.

La situation était telle qu'elle est devenue intenable, même pour X. xAI a ainsi annoncé la désac-

tivation temporaire de la génération de texte sur X.

Elon Musk semble s'amuser de la situation

« Depuis qu'elle a été informée de ce contenu, xAI a pris des mesures pour interdire les discours haineux avant que Grok ne les publie sur X. xAI ne forme qu'à la recherche de la vérité et, grâce aux millions d'utilisateurs sur X, nous sommes en mesure d'identifier et de mettre à jour ra-

pidement le modèle lorsque la formation pourrait être améliorée » a-t-il été expliqué.

Du côté d'Elon Musk, la communication a été minimale. On peut seulement noter un message lapidaire posté ces dernières années, dans lequel il se réjouit, affirmant qu'on « ne s'ennuie jamais sur cette plateforme ». On peut donc se demander jusqu'à quel point des modifications vont être apportées à l'IA.

Source : Neowin

BENTLEY EXP 15

Le futur électrique de la marque anglaise se profile

Bentley peaufine sa stratégie électrique, son tout premier modèle sur prise arrivera en 2026. Le concept car EXP 15 nous donne d'ores et déjà quelques indices sur cette nouvelle stratégie qui essaye de se rattacher comme elle peut au glorieux passé de la marque.



Bentley prépare son futur électrique dont le tout premier modèle 100% sur prise arrivera en série en 2026. En attendant, pour occuper le terrain médiatique, la marque très chic britannique présente le concept car EXP 15. Il s'agit d'une maquette pleine grandeur nature dont l'habitacle n'est visible que par le biais d'images de synthèses. Même à Crewe, les temps sont durs et il faut réaliser des économies.

Un hommage à la Bentley Train Bleu

Sans verser dans le rétrodesign de manière aussi caricaturale que le fait Renault, Bentley tente néanmoins de rattacher son futur branché à son glorieux passé. N'hésitant pas à publier une photo du concept car EXP15 aux côtés de la Bentley Speed Six de 1930 baptisée "Blue Train". Un bolide ultra rapide à l'époque capable de filer plus vite que le train entre Cannes et Calais. Dans le cas de l'EXP 15, il n'est pas encore question de performance, la marque se garde bien, pour l'instant, de divulguer la moindre fiche technique.

Bentley préférant communiquer sur son logo revisité, une grille de calandre évoquant subtilement un radiateur à l'ancienne ou encore un long capot synonyme, au siècle de dernier, d'être en mesure de loger un imposant moteur thermique. Appendice qui n'a aujourd'hui aucune justification technique sur un modèle électrique. Mais ne boudons point notre plaisir, Bentley aurait pu nous concocter un énième SUV.

Une Bentley à trois places

En 2019, le concept car Rolls Royce Vision NEXT 100 faisant l'apologie de la conduite autonome, une technologie sur laquelle aujourd'hui plus aucun constructeur ne prend la parole. Le prototype singulier avec ses roues à rayon partiellement carénées, présentait alors un habitacle biplace, avec finalement que des places "arrière" puisque sans volant ni la moindre commande, le véhicule n'était destiné qu'à des passagers. En 2025, l'habitacle de la Bentley EXP 15 est agencé autour de trois places, car il y a encore un pilote à



bord. Origines anglaises obligent, le conducteur - disposant bel et bien d'un volant et d'une planche de bord assez traditionnelle dans son traitement - est installé en configuration conduite à droite. Un premier passager se trouve dans son dos. Tandis que le second passager prend quant à lui ses aises en n'ayant personne devant lui. Son fauteuil est même pivotant afin de faciliter l'accès à bord et il n'aura aucun mal à étendre ses jambes comme en classe affaire ou mieux encore. Votre animal de

compagnie pourra aussi voyager confortablement à vos pieds, un panier a été conçu à son effet. Tandis qu'au niveau du coffre, une élégante ridelle s'abaisse et propose deux confortables coussins pour un pique-nique - à l'image de ce que propose en série le SUV Bentley Bentayga - improvisé ou pas, les verres à champagne, millésimés vous vous en doutez, sont présents. Pas question de parler de volume de coffre ou encore de modularité les "utilitaires" ne sont pas le genre de

L'Aston Martin Vantage S fait monter la puissance



L'Aston Martin Vantage devient aussi puissante que sa grande sœur la DB12 et revêt son châssis en conséquence dans sa nouvelle version S. Mais elle relâche aussi un peu sa suspension arrière pour améliorer le confort. La nouvelle Aston Martin Vantage a été lancée l'année dernière. Formant traditionnellement l'entrée de gamme du constructeur anglais, la sportive à deux places et moteur avant d'Aston Martin gagne cette fois une version « S » à la vocation plus radicale exac-

tement comme sur l'ancienne mouture à V8 atmosphérique. Cette nouvelle Aston Martin Vantage S ne change que très peu visuellement par rapport à la Vantage « normale », avec un capot percé d'écopes, des jantes spécifiques, un tout petit béquet arrière (qui ajoute jusqu'à 44 kilos d'appui), des soubassements revus (apportant 67 kg d'appui eux aussi) et une petite touche de rouge sur les bas de caisse. Même remarque à l'intérieur avec des habitacles spécifiques et une planche de

bord qui ne change pas.

680 chevaux au lieu de 665

Sous le capot, son V8 biturbo de 4,0 litres d'origine AMG (toujours retravaillé en profondeur par Aston Martin) grimpe à 680 chevaux en puissance maximale contre 665 pour le modèle normal, alors que le couple maximal ne change pas à 800 Nm. Le 0 à 100 km/h s'expédie en 3,3 secondes et le 0 à 200 en 10,1 secondes, mais la vitesse de pointe

reste électroniquement limitée à 325 km/h. Outre une réponse moteur un peu plus radicale, la voiture bénéficie d'un châssis aux réglages revus. Ses amortisseurs Bilstein DTX profitent d'un calibrage modifié et la suspension arrière est désormais montée sur le châssis de façon rigide, sans jointures souples. Paradoxalement, les supports de la transmission bénéficient de réglages 10% plus souples à l'arrière au bénéfice du confort à basse vitesse. D'après Aston Martin, la Vantage S est à la fois plus agile,

plus sensationnelle et plus tranchante grâce à ces nouveaux réglages.

1 605 kg sur la balance

Aston Martin annonce aussi une masse à 1 650 kg (à sec) et l'auto sera à la fois disponible en coupé et en Roadster. Les livraisons démarrent à la fin de l'année 2025 et on ne connaît pas encore son prix français (qui dépassera certainement les 200 000€).

Mots fléchés

Candidate		Félicé d'Amérique du Sud		Blocage momentané		Le Messie		Poilu		Chaume		Le noble art	
Profondément				Bloc de glace		Tranche de pain passe au grill				Fleuve africain		Lieu de fouilles	
Griffe		Né						Endroits					
					Petit conduit								
Instrument à vent		Obtempère						Lac des Pyrénées	Uvule	Fleuve sibérien		Débloquer	Découper
					Élèves								
					Administrés								
Incite		Beau-fils	Service de police			Outil tranchant					Langue du sud		
			Bière anglaise										
						Fleurs		Embarras					
Semblable													
Engendrées				Souverain				Titane			Se dirige		
								Souverains					
								Plantigrades					
Chameau	Assise		Reine d'Egypte	Localisés							Fatigue		Anonner
					Manillon		Electron-vot		Département français				
									Surface agricole				
Humour				Ajustais								Pièce de quincaillerie	
Beau château				Châtier						Personnage biblique			
				Poisson plat						Ivre			
Lieux de culte		Opus			Ecoliers		Cubes de jeu				Pronom personnel		
											Baie jaune		
							Choisis		Département picard				
									Fondement				
Ecimée		Condiment				Ont de gros os						Fibre textile	
		Maître des vents											
						Marchera		Atolls					Monnaie japonaise
Futurs officiers de réserve				Carreau						Erbium	Achoppement		
				La Terre-Mère							Nickel		
Absorbée	Aérienne							Service de l'armée					
			Agence spatiale				Léger						

PÉTROLE

Le Brent dépasse les 70,41 dollars le baril

Les cours de l'or noir se hissent encore un peu mercredi, portés par les tensions au Moyen-Orient et une demande estivale structurellement plus forte sur le marché pétrolier. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 0,37% à 70,41 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, gagnait 0,45% à 68,64 dollars.

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a relevé sa prévision de prix pour le baril de Brent de trois dollars dans un rapport mensuel publié mardi.

L'agence a également revu légèrement à la baisse ses prévisions de production de pétrole aux Etats-Unis jusqu'en 2026. Ainsi, une offre restreinte est un facteur de hausse des cours.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 10 juillet 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



SMSI 2025

Un projet algérien décroche la deuxième place à Genève

Le projet algérien participant au concours du Sommet mondial sur la Société de l'Information (SMSI) 2025 à Genève (Suisse) a remporté la deuxième place dans la catégorie "Applications des TIC", a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications.

Développé par le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), ce projet a été distingué en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, lors de la cérémonie de remise des prix du concours du SMSI 2025, organisé chaque année par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Intitulé "Contribution to the fight against the drawdown of groundwater in the Algerian arid regions by geophysics, GIS and ICT" (Contribution à la lutte contre l'épuisement des eaux souterraines dans les zones arides en Algérie à l'aide de la géophysique, des sys-



tèmes d'information géographique (SIG) et des TIC", le projet primé concourait dans la catégorie "Application des TIC: Environnement électronique", parmi

des centaines de projets internationaux en lice, précise la même source. Ce projet vise à "lutter contre le phénomène de l'épuisement des eaux souterraines dans les zones arides en Algérie, à l'aide d'outils avancés tels que l'IA, les SIG, les méthodes géophysiques et l'installation de dispositifs de mesure modernes, en plus du développement d'un système intelligent d'alerte précoce pour surveiller en temps réel les eaux souterraines tant au niveau local que national", selon le communiqué.

A noter que "l'Algérie a participé à ce concours international avec plusieurs projets dans différentes catégories, dont trois ont atteint la phase pré-finale, ce qui reflète la dynamique croissante de l'innovation numérique nationale et l'engagement croissant des acteurs algériens aux initiatives mondiales liées aux TIC".

Les projets primés seront présentés dans la publication "WSIS Stocktake Report: Success Stories 2025", tandis que les descriptions des projets et des activités présentées seront incluses dans le "WSIS Stocktake Report, 2025".

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Tensions géopolitiques Incertitudes et impacts sur les économies

L'année 2025 a été secouée par beaucoup d'événements géopolitiques qui ont affecté l'économie mondiale dans son ensemble et les économies nationales de façon différenciée. L'économie mondiale connaît une forte incertitude sur l'ensemble de ses segments. Les investissements sont au ralenti, l'épargne peine à se renouveler, la consommation est freinée, alors que l'or prend son envol.

Au milieu de cette année (juillet), l'inflation est encore maîtrisée dans presque tous les pays, mais les besoins de financement ne trouvent pas des ressources accessibles. En fait l'économie mondiale est confrontée à de nombreux défis et incertitudes, avec des risques de récession et de crise financière. Les tensions commerciales, les conflits géopolitiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement contribuent à un climat d'incertitude généralisée. Pour les Banques d'affaires, comme JPMorgan et Goldman Sachs, estiment respectivement la probabilité d'une récession en 2025 à 40 % et 35%, évoquant l'impact potentiellement négatif des droits de douane sur la confiance des consommateurs et la croissance économique. La croissance sera certainement revue à la baisse dans l'ensemble des économies et particulièrement aux USA, en Europe et même en Chine. Les experts prévoient 1% aux USA, 0.5% en France, 0.7% en Grande Bretagne, 1.2% en Allemagne et moins de 5% en Chine. Dans les pays émergents, la situation n'est pas meilleure ; les taux d'inflation sont plus élevés et parfois à

plus de 10% (Turquie (35%), Russie (10%) ; la zone euro se défend bien avec 2%.

Pour les pays émergents le problème est plutôt du côté du financement des investissements technologiques et de R-D ; eux qui ont fait de grandes avancées dans les investissements de production et d'infrastructures. La productivité du travail demeure faible comparée à celle des pays développés. Les pays à revenus intermédiaires (dont l'Algérie) sont les plus touchés par le syndrome dit « piège du revenu intermédiaire » ; ils passent à la trappe. Ces pays, souvent bénéficiaires d'une dotation en ressources naturelles, subissent les chocs de la volatilité des prix internationaux. Ainsi à chaque baisse des prix, l'effort d'investissement est ralenti ou carrément stoppé au profit d'autres besoins de la société, et ainsi l'accumulation capitaliste et d'apprentissage est rompue. La productivité du capital peut s'améliorer avec la reprise, mais celle du travail demande plus de temps pour l'apprentissage. Déjà en 2024, « La Banque mondiale a dû reconnaître que le rattrapage entre les pays à revenus moyens et les pays occidentaux marquait le pas. Les crises sociales et politiques de cet été (2024) confirment la défaillance du modèle de développement dominant. Plus globalement, depuis 2019, les tensions internes ou géopolitiques semblent se multiplier dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « Sud global ». Progressivement, les promesses de développement des années 1990 et 2000, quand beau-

coup croyaient à la « mondialisation heureuse », semblent devenir de plus en plus difficiles à tenir. Le phénomène avait déjà été mis en avant au printemps 2024 par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) qui avait souligné une inversion de tendance depuis une décennie : les inégalités entre pays riches et pays pauvres se creusent à nouveau. La tendance à la surconsommation sur le modèle occidental est l'un des obstacles au développement des pays dits « à revenus intermédiaires ». L'épargne pour l'investissement est indispensable si l'on veut aller plus loin dans la modernisation de l'économie et l'amélioration de la qualité des ressources humaines pour rattraper le niveau de productivité du travail dans les pays développés. Sans épargne nationale, c'est l'endettement qui peut prendre le relais avec toutes ses conséquences à moyen et long terme. A moyen terme, le coût de la dette peut grever lourdement le budget de l'Etat (selon le volume), alors qu'à long terme, souvent 5 à 7 ans, les échéances de remboursement peuvent être très lourdes pour la trésorerie. C'est pourquoi, les ressources provenant de la dette doivent être utilisées avec rigueur et rationalité pour dégager des Cash-Flows suffisants pour faire face aux échéances. La pire des choses qui peut arriver à un pays, c'est de s'endetter pour acheter des produits de consommations ou de prestige ou encore pour financer des investissements non ou peu rentables. Cette conjoncture caractérisée par des tensions géopolitiques et des incerti-

tudes systémiques crée une « psychose » sur les marchés financiers. Face à l'incertitude, les Banques couvrent leurs risques par des taux de crédit très élevés ou par des assurances de premier plan. Les investisseurs s'engagent à leur tour sur des investissements peu risqués ou s'orientent vers les investissements les plus rentables ; les autres investissements, ceux des pays émergents ou en développement resteront en jachère ou supporteront des coûts exorbitants pour les pays d'accueil. Aujourd'hui, les besoins de financement sont très importants, alors que l'offre de financement est assez contrainte par la faiblesse de l'épargne et surtout par la réticence des prêteurs à placer leur argent. Comment sortir de cette impasse ? Pour le moment le retour à une certaine stabilité et à une réduction des tensions géopolitiques est le seul moyen pour renouer avec des relations commerciales denses et une plus grande confiance entre Etats au plan international et entre acteurs économiques au plan national. Les investissements sont un pari sur l'avenir, mais si ce dernier est sombre, imprévisible et risqué, les investisseurs modèrent leurs engagements ou se dirigent vers l'achat de l'or ou vers les secteurs de spéculation à court terme (immobilier, par ex.). Ces investissements n'ont aucun impact sur la croissance et le développement, particulièrement pour les pays en développement.